



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 JANVIER 1941

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 4TH, 1941

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.



Les avis documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1-1-52-o

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
2-1-52-o

Lettres Patentes

"Modern Home Construction Company Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de décembre 1940, constituant en corporation: Salvatore Marotta, constructeur, Delio Granata, marchand, et Philip Valente, contremaître, de la cité d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire et ériger tous genres de maisons d'habitation, magasins, entrepôts, usines, manufactures et tous édifices en général;

Faire toutes réparations, améliorations, reconstruction d'édifices déjà existant et toutes modifications et changements à tels édifices;

Acheter, vendre, réparer et faire le commerce de matériaux, de construction ou d'appareils, machineries et outils de toutes sortes qui seront susceptibles d'être utilisés pour les fins de toute industrie mentionnée dans les présentes, ou qui peuvent être requis par les clients de telle industrie, sous le nom de "Modern Home Construction Company Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"Modern Home Construction Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1940, incorporating: Salvatore Marotta, builder, Delio Granata, merchant, and Philip Valente, foreman, of the City of Outremont, District of Montreal, for the following purposes:

To build and erect all kinds of dwelling houses, stores, warehouses, plants, factories and, generally, any buildings;

To carry on any repair, improvement, reconstruction of buildings already existing, and make any alteration and change to such buildings;

To purchase, sell, repair and deal in building requisites or any apparatus, machinery and tools of any kind, capable of being used for the purposes of any business herein mentioned, or which may be required by the clients of the said business, under the name of "Modern Home Construction Company Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

3-o Assistant-procureur général.

"Permanent Securities Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1940, constituant en corporation: Edward Patrick Phelan, William Francis Humphrey et Joseph-Edouard Larivée, agents d'assurance, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en ceux avec toutes bâtisses ou structures qui pourraient se trouver sur lesdits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tous ou d'une partie de ces terrains et de toutes ou aucune des bâtisses ou structures qui y sont maintenant ou qui pourraient, dans la suite, y être érigées, et prendre sur iceux toute garantie jugée nécessaire;

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction;

Faire affaires comme courtiers d'assurance, estimateurs d'assurances, et agir comme agents d'assurance-feu, vie, maritime, accidents, garantie, indemnité et toutes autres sortes de compagnies d'assurances, de garantie ou d'indemnité et exercer les opérations de courtiers de douane, courtiers de valeurs et agents à commission, courtiers d'immeubles et toutes autres sortes d'agents ou de courtiers, le tout sujet au consentement préalable du surintendant des assurances de la province de Québec;

Agir comme agents financiers et conduire un commerce général d'agence financière, de développement et de courtage;

Acheter, vendre ou placer des fonds dans des débetures, bons, obligations, et autres valeurs d'un gouvernement, d'une municipalité, corporation, corporation scolaire, banque à charte ou compagnie non constituée en corporation;

Procurer du capital, crédit ou autre assistance pour l'établissement, l'extension ou réorganisation de toute entreprise ou industrie censée être conduite par aucune personne ou corporation, sous le nom de "Permanent Securities Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent actions ayant une valeur au pair de cinq dollars (\$5) chacune, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq cent dollars (\$500).

Le bureau principal de la compagnie sera à la cité de Montréal dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,

5 Assistant-procureur général.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Algoma Galena Company Limited—(sans responsabilité personnelle)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

4 Deputy Attorney General.

"Permanent Securities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1940, incorporating: Edward Patrick Phelan, William Francis Humphrey and Joseph-Edouard Larivée, insurance agents, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building material;

To carry on the business of insurance brokers, insurance adjusters, and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee, indemnity and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies and to carry on the business of custom house brokers, stock brokers and commission agents, real estate agents and all other kinds of agents or brokers, the whole subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

To act as financial agent and to carry on the general financial agency, promotion and brokerage business;

To purchase, sell or invest in debentures, bonds, stocks, and other securities of a government, municipal, corporation, school corporation, chartered bank or unincorporated company;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation, under the name of "Permanent Securities Limited".

The capital stock of the Company is divided into one hundred shares having a par value of five dollars (\$5.00) each, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be five hundred dollars (\$500.00).

The chief place of business of the company will be at the city of Montreal in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,

6-o Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

"Algoma Galena Company Limited—(No Personal Liability)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinquième jour de décembre 1940, changeant le nom de la compagnie "Lillian Gold Mines Limited (No Personal Liability)" en celui de "Algoma Galena Company Limited (sans responsabilité personnelle)".

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

7-o

Assistant-procureur général.

"McNulty, Brouillette Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de décembre 1940, à la compagnie "McNulty, Brouillette Limitée", ratifiant le Règlement No 3, augmentant son capital de dix mille dollars (\$10,000.00) à vingt mille dollars (\$20,000.00), par la création de cent (100) actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

9-o

Assistant-procureur général.

"Textile Sales Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour de novembre 1940, à la compagnie "Textile Sales Limited", ratifiant le règlement C1, augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$115,000 par la création de 9,500 actions ordinaires additionnelles de la valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,

13

Assistant-procureur général.

"Montreal Baseball Club Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41 et 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de décembre 1940 à la compagnie "Montreal Baseball Club Incorporated", ratifiant le règlement No 7, diminuant le nombre de ses directeurs de onze (11) à huit (8) et ratifiant le règlement No 8, lequel décrète ce qui suit:

"1. Que les droits et limitations des 470 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, de la compagnie, se lisant maintenant comme suit:

a) Lesdites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif fixe au taux de huit pour cent (8%) par année sur le capital payé sur icelles, tel dividende devant être payé trimestriellement, semi-annuellement ou annuellement, suivant que les directeurs le détermineront;

b) Lesdites actions privilégiées, en ce qui regarde les dividendes et le remboursement du capital, auront droit de priorité sur toutes autres actions de la compagnie;

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of December, 1940, changing the name of the company "Lillian Gold Mines Limited (No Personal Liability)" to that of "Algoma Galena Company Limited (No Personal Liability)".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

8

Deputy Attorney General.

"McNulty, Brouillette Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of December, 1940, to the company "McNulty, Brouillette Limitée", ratifying By-law No. 3, increasing its capital from ten thousand dollars (\$10,000.00) to twenty thousand dollars (\$20,000.00) by the creation of one hundred (100) additional common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

10

Deputy Attorney General.

"Textile Sales Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of November, 1940, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, to the company "Textile Sales Limited", ratifying By-Law C1, increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$115,000.00 by the creation of 9,500 additional common shares of the par value of \$10.00 each.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-sixth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,

14-o

Deputy Attorney General.

"Montreal Baseball Club Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41 and 76, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of December, 1940, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec to the company "Montreal Baseball Club Incorporated", ratifying By-Law No. 7, decreasing the number of its directors from eleven (11) to eight (8) and ratifying By-Law No. 8, which enacts as follows:

"1. That the rights and limitations of the 470 preferred shares, of a par value of \$100.00 each, of the Company, now reading as follows:

a) The said preference shares shall carry the right to a fix cumulative preferential dividend at the rate of eight per cent (8%) per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid quarterly, semi-annually, or annually, as the Directors may determine;

b) The said preference shares shall rank, both as regards dividends and return of capital, in priority to all other shares of the company;

c) Si, en aucune année, après avoir pourvu au paiement des dividendes privilégiés fixes sur les actions privilégiées pour telle année, avec ensemble tous dividendes privilégiés, fixes, accrus et impayés sur les actions privilégiées pour des années précédentes, il reste un surplus ou profit net, tel surplus ou partie d'icelui qui sera requis, s'appliquera, à la discrétion des directeurs, aux dividendes non-cumulatifs sur les actions ordinaires à un taux n'excédant pas six pour cent (6%) sur le montant payé sur les actions ordinaires;

d) Si, en aucune année, après avoir pourvu au paiement du dividende privilégié fixe sur les actions privilégiées pour telle année, avec ensemble tous dividendes privilégiés fixes, accrus et impayés, sur les actions privilégiées pour les années précédentes et pour le dividende à six pour cent (6%) sur les actions ordinaires pour telle année, il reste un surplus desdits profits nets, tel surplus ou aucune partie d'icelui, si il doit s'appliquer aux dividendes pour cette année, le sera proportionnellement sur le capital payé et sans aucune distinction entre les actions ordinaires et les actions privilégiées;

e) Les porteurs des actions privilégiées auront droit de vote à toute assemblée des actionnaires et chaque action privilégiée donnera droit à trois votes et un actionnaire desdites actions privilégiées sera qualifié comme directeur de la compagnie;

f) Dans le cas de toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou distribution des biens du capital, les porteurs desdites actions privilégiées, avant qu'aucun montant ne soit payé aux porteurs des actions ordinaires, auront droit à recevoir un montant égal au capital payé sur icelles et à tous dividendes privilégiés cumulatifs, impayés, accrus sur icelles;

g) La compagnie peut, de temps à autre, à son gré, excepté dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou distribution des biens du capital, racheter la totalité ou aucune partie des actions privilégiées créées, par les présentes, en payant aux porteurs d'icelles les montants payés sur icelles moyennant une prime de dix pour cent (10%) sur tels montants, avec ensembles, tous les dividendes accrus et impayés; soient et ils sont, par les présentes, annulés et révoqués;

2. Que lesdites 470 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, soient sujettes aux droits et limitations suivants, savoir:

"a) Lesdites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif fixe au taux de six pour cent (6%) par année sur le capital payé sur icelles, tel dividende devant être payé trimestriellement, semi-annuellement ou annuellement, suivant que les directeurs le détermineront;

b) Lesdites actions privilégiées, en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital, auront droit de priorité sur toutes autres actions de la compagnie, mais ne conféreront aucun droit additionnel de participer dans les profits ou biens;

c) Les porteurs des actions privilégiées auront droit de vote à toute assemblée des actionnaires et chaque action privilégiée donnera droit à un vote et un actionnaire de telles actions privilégiées sera qualifié comme directeur de la compagnie;

d) Dans le cas de toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou distribution des biens du capital, les porteurs desdites actions

c) If in any year after providing for the payment of the fixed preferential dividends on the preference shares for such year together with any accrued and unpaid fixed preferential dividends on the preference shares for preceding years, there shall remain any surplus net profits, such surplus or such portion thereof as shall be required shall, in the discretion of the directors, be applied to non cumulative dividends on the common shares at a rate not to exceed six per cent (6%) upon the amount paid up on the common shares;

d) If in any year after providing for the payment of the fixed preferential dividend on the preference shares for such year together with any accrued and unpaid fixed preferential dividends on the preference shares for preceding years and for the six per cent (6%) dividend on the common shares for such year, there shall remain any surplus of such net profits, such surplus or any part thereof shall, if applied to dividends for that year, be so applied ratably upon the capital paid up and without any distinction as between common and preference shares;

e) The holders of the preference shares shall have the right of voting at any meeting of the shareholders and each preferred share shall carry three votes and a shareholder of such preference shares shall be qualified to be a director of the company;

f) In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the company or distribution of the capital assets, the holders of the said preference shares before any amount shall be paid to the holders of the common shares, shall be entitled to receive an amount equivalent to the capital paid up thereon and any unpaid cumulative preferential dividends accrued thereon;

g) The company is at liberty from time to time at its option, except in the event of liquidation, dissolution or winding up of the company or distribution of the capital assets, to redeem the whole or any part of the preference shares hereby created by paying the holders thereof the amounts paid up thereon at a premium of ten per cent (10%) on such amounts, together with all accrued and unpaid dividends;"

be and they are hereby annulled and cancelled;

2. That the said 470 preferred shares, of the par value of \$100.00 each, be subject to the following rights and limitations, namely:

"a) The said preference shares shall carry the right to a fix cumulative preferential dividend at the rate of six per cent (6%) per annum on the capital paid out thereon, such dividend to be paid quarterly, semi-annually or annually, as the Directors may determine;

b) The said preference shares shall rank, both as regard dividend and return of capital, in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits or assets;

c) The holders of the preference shares shall have the right of voting at any meeting of the shareholders and each preference share shall carry one vote and a shareholder of such preference shares shall be qualified to be a Director of the company;

d) In the event of any liquidation, dissolution or winding-up of the company or distribution of the capital assets, the holders of said preference

priviliées, avant qu'aucun montant ne soit payé aux porteurs des actions ordinaires, auront droit à recevoir un montant égal au capital payé sur icelles et tout dividendes privilégié cumulatifs, impayé, accru sur icelles et pas davantage;

e) La compagnie peut, de temps à autre, à son gré, racheter le tout ou aucune partie des actions privilégiées en payant aux porteurs d'icelles les montants payés sur icelles et une prime de dix pour cent (10%) sur tels montants, avec ensembles, tous les dividendes accrus et impayés;

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

11

Assistant procureur général.

shares, before any amount shall be paid to any holder of common shares, shall be entitled to receive an amount equivalent to the capital paid up thereon and any unpaid cumulative preferential dividend accrued thereon and no more;

e) The company is at liberty from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the preference shares by paying the holders thereof the amounts paid out thereon and a premium of ten per cent (10%) on such amounts, together with all accrued and unpaid dividends;

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

12-0

Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

VILLE SAINT-MICHEL—COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'hôtel de ville de la Ville Saint-Michel, JEUDI le (23) VINGT-TROISIÈME jour du mois de JANVIER 1941, à DIX heures de l'avant midi (Heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 8 novembre 1940, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

NOMS DES PROPRIÉTAIRES—CADASTRE—SUBDIVISIONS

Achille Saint-André 343-608, 609. (Avec bâtisses dessus construites).
Joseph R. Savard 343-928 à 930 incl.
Mlle Oliva Saint-Denis 343-938 à 940 incl.
Wilfrid Saint-Denis 343-997 à 999 incl.
Mlle Odila Saint-Denis 343-1000 à 1002 incl.
J. Albert Goulet 343-1003 à 1005 incl.
J. A. Saint-Denis 343-1056, 1057.
Evariste Lemire 343-1062.
Uldoric Tousignant, 343-1066. (Avec bâtisses dessus construites).
J. A. Saint-Denis, 343-1078 à 1080 incl.
Roger Corbeil, 343-1096, 1097.
Edouard Saint-Maurice *et al*, 343-1153 partie.

Un terrain sis et situé en la Ville de Saint-Michel, Comté Laval, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision mil cent cinquante-trois du lot original trois cent quarante trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet (343-1153) mesurant trente-six pieds de front par cent vingt-cinq pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesures précises, borné en front par le Chemin Saint-Michel, en arrière par le cadastre trois cent quarante-trois, subdivision mil cent cinquante-deux (343-1152), du côté est par la partie appartenant à Charles Grant, et du côté ouest par le cadastre trois cent quarante-deux, (342) et trois cent quarante-deux, subdivision un, (342-1) appartenant à la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

TOWN OF SAINT-MICHEL—COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on THURSDAY, the (23) TWENTY-THIRD of JANUARY, 1941, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated November 8th, 1940, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under the authority of article 550, of the Cities and Towns' Act, as amended by 24 George V, Chap. 33, Section 3.

NAMES OF PROPRIETORS—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

Achille Saint-André, 343-608, 609. (With all the buildings thereon erected).
Joseph R. Savard, 343-928 to 930 incl.
Miss Oliva Saint-Denis, 343-938 to 940 incl.
Wilfrid Saint-Denis, 343-997 to 999 incl.
Miss Odila Saint-Denis, 343-1000 to 1002 incl.
J. Albert Goulet, 343-1003 to 1005 incl.
J. A. Saint-Denis, 343-1056, 1057.
Evariste Lemire, 343-1062.
Uldoric Tousignant, 343-1066. (With all the buildings thereon erected).
J. A. Saint-Denis, 343-1078 to 1080 incl.
Roger Corbeil, 343-1096, 1097.
Edouard Saint-Maurice *et al*, 343-1153 part.

A lot of land lying and situate in the Town of Saint-Michel, County of Laval, known and designated as forming part of subdivision, one thousand one hundred and fifty-three of original lot three hundred and forty-three of the official plan and book of Reference for the Parish of Sault-au-Récollet, (343-1153), measuring thirty-six feet in front by one hundred and twenty-five in depth more or less, without any guarantee as to the exact measures, bounded in front by the Saint-Michel road, in rear by the cadastre three hundred and forty-three, subdivision one thousand one hundred and fifty-two (343-1152), to the east side by the part belonging to Charles Grant and the west side by the cadastre three hundred and forty-two (342) and cadastre three hundred and forty-two, subdivision one, (342-1) belonging to the Montreal Catholic School Commission.

NOMS DES PROPRIÉTAIRES—CADASTRE—SUBDIVISIONS

Abondius Lacombe, 343-1153 partie.

Un terrain sis et situé en la Ville de Saint-Michel, Comté Laval, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision mil cent cinquante-trois du lot original trois cent quarante-trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, (343-1153) mesurant soixante-quatre pieds de front par cent vingt-cinq pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesures précises, borné en front par le Chemin Saint-Michel, en arrière par le résidu du dit lot mil cent cinquante-trois, et d'un côté par la partie appartenant à Charles Grant, et l'autre côté par le résidu de la dite subdivision mil cent cinquante-trois—avec bâtisses dessus construites.

Révérénd J. E. Bélair, 347-partie.

Un terrain situé à l'angle nord du Boulevard Saint-Michel et du Chemin Saint-Michel, en la Ville de Saint-Michel, connu et désigné sous le numéro (347) trois cent quarante sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, à distraire cependant du dit lot, la partie expropriée par la Ville Saint-Michel pour l'élargissement du Boulevard Saint-Michel.

Révérénd J. E. Bélair, 348 partie.

Un emplacement situé en la Ville Saint-Michel, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire (348) trois cent quarante huit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, borné comme suit: "En front par le Boulevard Saint-Michel, en arrière et du côté nord ouest par le résidu du cadastre (348) trois cent quarante huit, appartenant à la succession Peter Bonneville, et de l'autre côté par le cadastre (347) trois cent quarante sept, à distraire cependant du dit emplacement la partie expropriée par la Ville Saint-Michel pour l'élargissement du Boulevard Saint-Michel.

Karl Lederhose, 364-1003, 1004.

Annie Lilley, 364-1072 à 1075 incl.

William Dix MacDonald, 365-415, 416.

Robert Freeland Dykes, 440-290 à 293, 323 à 325, 340, 341.

George Bednac, 442-370. (Avec bâtisses dessus construites).

Frank Rozon, 442-401 partie. (Seulement $\frac{1}{2}$, étant le sud-est du susdit lot).

Frank Rozon, 442-402.

Equity Land Co., 442-496. (Avec bâtisses dessus construites).

Barthélémy Gobeil, 442-687, 688. (Avec bâtisses dessus construites).

Equity Land Co., 442, 443-704, 729. (Avec bâtisses dessus construites).

($\frac{1}{2}$) Ludger Lafortune, ($\frac{1}{2}$) Odile Brassard, (son épouse), 442-726, 727.

Donat Brouillard, 442-744, 745. (Avec bâtisses dessus construites).

Lucien Côté, 443-445-593-702. (Avec bâtisses dessus construites).

Gabrielle Gervais, épouse, Honoré Handfield, 443-615. (Avec bâtisses dessus construites).

Charles Dubuc, 443-647. (Avec bâtisses dessus construites).

Equity Land Co., 443-649. (Avec bâtisses dessus construites).

Lucien Cloutier, 443-657. (Avec bâtisses dessus construites).

Abondius Lacombe, 343-1153 part.

A lot of land lying and situate in the Town of Saint-Michel, County of Laval, known and designated as forming part of subdivision one thousand one hundred and fifty-three of original lot of three hundred and forty-three of the official plan and book of Reference for the Parish of Sault-au-Récollet, (343-1153), measuring sixty-four feet in front by one hundred and twenty-five feet in depth, more or less, without any guarantee as to the exact measures, bounded in front by the Saint-Michel road, in rear by the residue of said lot one thousand one hundred and fifty-three and on one side, by the part belonging to Charles Grant, and on the other side by the residue of the said subdivision one thousand one hundred and fifty-three—with the buildings thereon erected.

Révérénd J. E. Bélair, 347-part.

An emplacement situated north corner Saint-Michel Boulevard, and Saint-Michel road, in the Town of Saint-Michel, known and designated as lot number (347) three hundred and forty-seven on the official plan and book of Reference of the Parish of Sault-au-Récollet, to deduct however the part expropriated by the Town of Saint-Michel, for the widening of Saint-Michel Boulevard.

Révérénd J. E. Bélair, 348-part.

An emplacement situated in the Town of Saint-Michel, known and designated as number (348) three hundred and forty-eight, on the official plan and book of Reference of the Parish of Sault-au-Récollet, bounded as follows: Bounded in front by Saint-Michel Boulevard, in rear and northwest side by the remainder of number (348) three hundred and forty-eight, being the property of Peter Bonneville Estate, and on the other side by cadastral number (347) three hundred and forty-seven, to deduct however from said lot the part expropriated by the Town of Saint-Michel for the widening of Saint-Michel Boulevard.

Karl Lederhose, 364-1003, 1004.

Annie Lilley, 364-1072 to 1075 incl.

William Dix MacDonald, 365-415, 416.

Robert Freeland Dykes, 440-290 to 293, 323 to 325, 340, 341.

George Bednac, 442-370. (With all the buildings thereon erected).

Frank Rozon, 442-401 part. (Only one third, being on south east of said lot).

Frank Rozon, 442-402.

Equity Land Co., 442-496. (With all the buildings thereon erected).

Barthélémy Gobeil, 442-687, 688. (With all the buildings thereon erected).

Equity Land Co., 442, 443-704, 729. (With all the buildings thereon erected).

($\frac{1}{2}$) Ludger Lafortune, ($\frac{1}{2}$) Odile Brassard, (his wife), 442-726, 727.

Donat Brouillard, 442-744, 745. (With all the buildings thereon erected).

Lucien Côté, 443-445-593-702. (With all the buildings thereon erected).

Gabrielle Gervais, wife, Honoré Handfield, 443-615. (With all the buildings thereon erected).

Charles Dubuc, 443-647. (With all the buildings thereon erected).

Equity Land Co., 443-649. (With all the buildings thereon erected).

Lucien Cloutier, 443-657. (With all the buildings thereon erected).

NOMS DES PROPRIÉTAIRES—CADASTRE—SUBDIVISIONS

Samuel Mitchell & Alfred Carrier, 443-719. (Avec bâtisses dessus construites).
 Rose Clémentine Perras, épouse, Eugène Marion, 443-759. (Avec bâtisses dessus construites).
 Equity Land Co., 443-764. (Avec bâtisses dessus construites).
 Félix Lapointe, 443-808.
 Joseph Anthime Giroux & Fabiola Ladouceur, veuve de Ernest Giroux, 445-236.
 Yvonne Lemieux, épouse, "René Couture", 445-614. (Avec bâtisses dessus construites).
 Pierre Fecteau, 445-781. (Avec bâtisses dessus construites).
 Révérend J. E. Bélair, 446-43. (Avec bâtisses dessus construites).
 Georges Thuot, 446-285.
 Thomas Murray, 446-403.
 Georges Edmonson, 446-592.
 Mary Henderson & Edward Aylward, 446-594, 595.
 Joseph Vézeau, 446-652. (Avec bâtisses dessus construites).
 Equity Land Co., 446-700. (Avec bâtisses dessus construites).
 Révérend J. E. Bélair, 446-457-866-1.
 Thomas Hunter, 474-79.
 Annie Lucretia Guy, 474-248.
 John Adam Rae, 474-789.
 Adelmer Lemire, 474A-83.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Saint-Michel.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce (20) vingtième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante (1940).

Le Secrétaire-Trésorier,
 5797-52-2-o (Signé) ART. E. CHEVRIER.

VILLE DE LA POINTE AUX TREMBLES

Vente des immeubles pour taxes

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel de Ville de la ville de la Pointe-aux-Trembles, VENDREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JANVIER 1941, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, (Heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par résolution adoptée à sa séance du 6 novembre 1940, a autorisé la Ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes, tel que modifié par la Loi 24, George V, chapitre 33, section 3.

PROPRIÉTAIRES DE BIENS-FONDS—NUMÉRO DU CADASTRE

Boivin Adrien & Uxor, 127 avec bâtisses.
 Bergeron, Joseph, 100-358.
 Bélanger, Joseph, 181-575.
 Bastien, Maurice, 181-373, 182-321.
 Bélisle, Joseph-Louis-Raymond, 177-55, 56.

NAMES OF PROPRIETORS—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

Samuel Mitchell & Alfred Carrier, 443-719. (With all the buildings thereon erected).
 Rose Clémentine Perras, wife, Eugène Marion, 443-759. (With all the buildings thereon erected).
 Equity Land Co., 443-764. (With all the buildings thereon erected).
 Félix Lapointe, 443-808.
 Joseph Anthime Giroux & Fabiola Ladouceur, widow of Ernest Giroux, 445-236.
 Yvonne Lemieux, wife, "René Couture", 445-614. (With all the buildings thereon erected).
 Pierre Fecteau, 445-781. (With all the buildings thereon erected).
 Révérend J. E. Bélair, 446-43. (With all the buildings thereon erected).
 Georges Thuot, 446-285.
 Thomas Murray, 446-403.
 Georges Edmonson, 446-592.
 Mary Henderson & Edward Aylward, 446-594, 595.
 Joseph Vézeau, 446-652. (With all the buildings thereon erected).
 Equity Land Co., 446-700. (With all the buildings thereon erected).
 Révérend J. E. Bélair, 446-457-866-1.
 Thomas Hunter, 474-79.
 Annie Lucretia Guy, 474-248.
 John Adam Rae, 474-789.
 Adelmer Lemire, 474A-83.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Saint-Michel.

The said sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Saint-Michel, this (20) twentieth day of the month of November, nineteen hundred and forty (1940).

(Signed) ART. E. CHEVRIER,
 5798-52-2-o Secretary-Treasurer.

TOWN OF POINTE AUX TREMBLES

Sale of immovables for taxes

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council at the Town-Hall of the Town of Pointe-aux-Trembles, on FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of January 1941, at HALF past TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) to satisfy the payment of the Municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting of November 6th, 1940, authorized the Town to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immovables, pursuant to the provisions of article 550 of the Cities and Towns' Act, as amended by the Law 24, George V, Chap. 33, section 3.

PROPRIETORS OF REAL ESTATE—CADASTRAL NUMBER

Boivin, Adrien & Uxor, 127 with buildings.
 Bergeron, Joseph, 100-358.
 Bélanger, Joseph, 181-575.
 Bastien, Maurice, 181-373, 182-321.
 Bélisle, Joseph Louis Raymond, 177-55, 56.

PROPRIÉTAIRES DE BIENS-FONDS—NUMÉRO
DU CADASTRE

Bernard, Adolphe, 177-712.
Bibeau, Donat, 28-10 et 11.
Beaudry, J.-Antoine, 211-463 à 466 incl.
Bird, William-John, 212-1319.
Caron, Henri, 93-331, 332, 333, 338, 339, 340.
Corbeil, Donat, 121-862, 863.
Crépeau, Paul, 198-132.
Chaussé, Mme Vve Albert (Céline Boileau), 208-540, 541.

Chartier, Jules, 229 pte avec bâtisses.

Une terre étant le lot connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-neuf aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, avec bâtisses sus-érigées, à distraire de la dite terre, les parties vendues comme suit:

a) A de Chateauguay & Northern Railway Co., suivant actes enregistrés au Bureau d'Enregistrement de Montréal, sous les numéros 59325 et 124501;

b) A la Ville de la Pointe-aux-Trembles pour l'ouverture de la rue Sherbrooke, suivant actes enregistrés au Bureau d'Enregistrement de Montréal, sous les numéros 444216 et 406667;

c) A la Commission Métropolitaine de Montréal pour l'ouverture du Boulevard Métropolitain, suivant acte enregistré au Bureau d'Enregistrement de Montréal, sous le numéro 406062;

d) A la Ville Laval de Montréal pour l'élargissement de la rue Notre Dame, suivant acte enregistré au Bureau d'Enregistrement de Montréal, sous le numéro 330671;

e) Un emplacement vendu à Roméo & Omer Bolduc suivant vente enregistrée au Bureau d'enregistrement de Montréal sous le no 0260332;

f) L'emplacement appartenant à la Succession d'Albéric Gélinas;

Desrochers, Mme Vve Euclide (Hortense Desrochers), 181-7, 8.

Demeules, Didier & J. Donat Langelier, 93-551.

Dubuc, Phydime, 181-98.

Demetelin, Georges, 40-49 à 64 incl.

Duhamel, Félix, 216-531, 553.

François, Succ. L. J., 45-61 à 72 incl., 92 à 103 incl.

Grégoire Mme Egilde (Candide Dupuis), 100-107 et 108.

Gleason, Margaret, 121-133.

Grenier, Laurent, la moitié indivise du lot no 121-70.

Gauthier, Alfred, 182-20.

Gillespie, William & Dame Elisabeth Trebbel, 182-305.

Hébert, Emery, Jules, Lucien, Rose, 184-426 à 433 incl., 414 à 424 incl.

Hébert, Lionel, 184-243.

Harris, Madame Vve Frédéric John, 181-364.

Hubert, Joseph, 177-64, 65, 66.

Hérodier, Succ. Gaston, 180-56.

Kent, Leslie, Archibald & Lancaster, Mme Cyrille, 93-108 à 112 incl.

Lespérance, Joseph-Adjutor, 177-72 à 78 incl., 100 à 102 incl.

Larose, Georges G., 176, 123, 124.

Les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles dans le Comté de Laval, 211-1109, 529, 208-405, 211-1024 à 1030 incl., 1033, 1034.

Lauzon, Mme Vve Alphonse (Marie-Louise Dufort), 211-1050.

Laplante, Mme F.-N. (Elisabeth Fleming), 206-1487.

Leblanc, Elias, 216-401.

Leclerc, Simone, 198-25.

PROPRIETORS OF REAL ESTATE—CADASTRAL
NUMBER

Bernard, Adolphe, 177-712.
Bibeau, Donat, 28-10 and 11.
Beaudry, J. Antoine, 211-463 to 466 incl.
Bird, William John, 212-1319.
Caron, Henri, 93-331, 332, 333, 338, 339, 340.
Corbeil, Donat, 121-862, 863.
Crépeau, Paul, 198-132.
Chaussé, Mrs Wid. Albert (Céline Boileau), 208-540, 541.

Chartier, Jules, 229 pt. with buildings.

A farm being the lot known and designated under the number two hundred and twenty-nine on the plan and book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles, with buildings to be detached from the said farm, the parts sold as follows:

a) To the Chateauguay & Northern Railway Co., by deeds registered at the Registry Office in Montreal, under the number 59325 and 124501;

b) To the Town of Pointe-aux-Trembles for the opening of Sherbrooke Street, by deed registered at the Registry Office of Montreal under the numbers 444216 and 406667;

c) To the Montreal Metropolitan Commission for the opening of Metropolitan Boulevard, by deed registered at the Registry Office in Montreal, under the number 406062;

d) To the Town Laval de Montreal for the enlargement of Notre-Dame Street, by deed registered at the Registry Office in Montreal, under the number 330671;

e) An emplacement sold to Roméo and Omer Bolduc, by deed of sale registered at the Registry Office of Montreal, under No. 0260332;

f) The emplacement belonging to the Estate of Albéric Gélinas;

Desrochers, Mrs. Wid. Euclide (Hortense Desrochers), 181-7, 8.

Demeules, Didier & J. Donat Langelier, 93-551.

Dubuc, Phydime, 181-98.

Demetelin, Georges, 40-49 to 64 incl.

Duhamel, Félix, 216-531, 553.

François, Est. L. J., 45-61 to 72 incl., 92 to 103 incl.

Grégoire, Mrs. Egilde (Candide Dupuis), 100-107 and 108.

Gleason, Margaret, 121-133.

Grenier, Laurent, one undivided half of the lot No. 121-70.

Gauthier, Alfred, 182-20.

Gillespie, William and Mrs. Elisabeth Trebbel, 182-305.

Hébert, Emery, Jules, Lucien, Rose, 184-426 to 433 incl., 414 to 424 incl.

Hébert, Lionel, 184-243.

Harris, Mrs. Wid. Frédéric John, 181-364.

Hubert, Joseph, 177-64, 65, 66.

Hérodier, Est. Gaston, 180-56.

Kent, Leslie, Archibald and Lancaster, Mrs. Cyrille, 93-108 to 112 incl.

Lespérance, Joseph Adjutor, 177-72 to 78 incl., 100 to 102 incl.

Larose, Georges G., 176-123, 124.

Les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles dans le Comté de Laval, 211-1109, 529, 208-405, 211-1024 to 1030 incl., 1033, 1034.

Lauzon, Mrs. Wid. Alphonse (Marie-Louise Dufort), 211-1050.

Laplante, Mrs. F. N. (Elisabeth Fleming), 206-1487.

Leblanc, Elias, 216-401.

Leclerc, Simone, 198-25.

PROPRIÉTAIRES DE BIENS-FONDS—NUMÉRO DU CADASTRE

Monaghan, Mlle G., 40-407, 372.
 Millette, Joseph, 199-484, 483.
 Nault, Alfred, 180-428.
 Pilon, André, 93-452.
 Perrin, Joseph, 109-616 à 618 incl., 855 à 857 incl., 566 à 569 incl., 229 à 234 incl.
 Payant, Dosithée, 177-409.
 Pelletier, Frédéric, 177-406, 407, 408.
 Poitras, Stanislas, 176-189, 190, 191.
 Purchio, Toni, 182-352.
 Pominville, J.-Maurice, Dr., 191-74.
 Quinlan, John Michel, 41-433.
 Romano, Guilo, 206-1251, 1252, 1255 à 1259 incl., 1261 à 1275 incl.
 Roy, Mme Henri (Jeannette Donavan) et Domina Roy, 228-315, 257, 258, 259.
 St-Pierre, Benoit, 175-281.
 Shaw William James, 175-154, 155, 156, 167, 168, 169, 172, 173, 175, 176.
 Sauro, Mattéo, 121-834 à 836 incl.
 Santoire, Mme Zotique (Philomène Bergevin), 181-19 et 20.
 Saulniers, Mme Cléophas (Elisa Leblanc), 177-327, 328, 329, 371, 372, 373.
 South, Georges et Elisabeth Dumas, 181-184, 185.
 Turcot, Léopold, 184-29, 30, 31 avec bâtisses.
 Versailles & Cie Ltée, 101-191 à 193 incl., 224, 292, 293, 312, 313, 717 à 719 incl., 794, 795, 936, 937, 121-353, 354, 93-1107 à 1120 incl., 108-60 à 62 incl., 148, 149, 198-45, 46, 49, 50, 20 à 25 incl., 32 à 44 incl., 51 à 65 incl., 69 à 72 incl., 100, 101, 116 à 120 incl., 139 à 150 incl., 178, 179, 180 à 187, incl., 230 à 238 incl., 242 à 254 incl., 184-310 à 316 incl., 342 à 344 incl., 181-483 à 492 incl.
 Viau, Mme Fernande, 175-58, 59.
 Villaray Construction Ltd., 109-303.
 Vaggione, Onorato, 181-92, 93.
 Vincelette, René, 198-425, 426.
 Woronka, Georges, 161-375, 182-323.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce huitième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante.

Le secrétaire-trésorier,

5795-52-2-o J.-C.-V. ROY.

Province de Québec.

VILLE MONTRÉAL-NORD.—COMTÉ LAVAL.

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, en l'Hôtel de Ville de la ville Montréal-Nord, MERCREDI, le (22) VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JANVIER, 1941, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 8 novembre 1940, a autorisé une énumération des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, Article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, Chapitre 33, section 3.

PROPRIETORS OF REAL ESTATE—CADASTRAL NUMBER

Monaghan, Miss-G., 40-407, 372.
 Millette, Joseph, 199-484, 483.
 Nault, Alfred, 180-428.
 Pilon, André, 93-452.
 Perrin, Joseph, 109-616 to 618-incl., 855 to 857 incl., 566 to 569 incl., 229 to 234 incl.
 Payant, Dosithée, 177-409.
 Pelletier, Frédéric, 177-406, 407, 408.
 Poitras, Stanislas, 176-189, 190, 191.
 Purchio, Toni, 182-352.
 Pominville, J. Maurice, Dr., 191-74.
 Quinlan, John Michel, 41-433.
 Romano, Guilo, 206-1251, 1252, 1255 to 1259 incl., 1261 to 1275 incl.
 Roy, Mrs. Henri (Jeannette Donavan) and Domina Roy, 228-315, 257, 258, 259.
 St-Pierre, Benoit, 175-281.
 Shaw, William James, 175-154, 155, 156, 167, 168, 169, 172, 173, 175, 176.
 Sauro, Mattéo, 121-834 to 836 incl.
 Santoire, Mrs. Zotique (Philomène Bergevin) 181-19 and 20.
 Saulniers, Mrs. Cléophas (Elisa Leblanc), 177-327, 328, 329, 371, 372, 273.
 South, Georges and Elisabeth Dumas, 181-184, 185.
 Turcot, Léopold, 184-29, 30, 31 with buildings.
 Versailles & Cie Ltée, 101-191 to 193 incl., 224, 292, 293, 312, 313, 717 to 719 incl., 794, 795, 936, 937, 121-353, 354, 93-1107 to 1120 incl., 108-60 to 62 incl., 148, 149, 198-45, 46, 49, 50, 20 to 25 incl., 32 to 44 incl., 51 to 65 incl., 69 to 72 incl., 100, 101, 116 to 120 incl., 139 to 150 incl., 178, 179, 180 to 187, incl., 230 to 238 incl., 242 to 254 incl., 184-310 to 316 incl., 342 to 344 incl., 181-483 to 492 incl.
 Viau, Mrs. Fernande, 175-58, 59.
 Villaray Construction Ltd., 109-303.
 Vaggione Onorato, 181-92, 93.
 Vincelette, René, 198-425, 426.
 Woronka, Georges, 161-375, 182-323.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles this eighth day of November, nineteen hundred and forty.

J. C. V. ROY,

5796-52-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec.

TOWN OF MONTREAL-NORTH-COUNTY OF LAVAL.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal-North, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of JANUARY, 1941, at TEN o'clock in the forenoon (day-light saving time) to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated Nov. 8th., 1940, has authorised an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550 of the Cities and Town's Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

NOM DU PROPRIÉTAIRE—CADASTRES—SUBDIVISIONS

Delorimier Realty Ltd, 3-1, 2, 3, 4 et 5, avec bâtisses dessus érigées.

Zéphir *alias* Zéphirin Beaulieu, 8-5, avec bâtisse dessus érigée.

Benoit Beaulieu, 8-38, 39, avec bâtisses dessus érigées.

Joseph, Alfred Labonté 8-255, 256, 257, 258.

Téléphone Duchesneau, 9-P, avec bâtisses dessus érigées.

Un lot de terre formant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro 9 (P.9) avec bâtisses, ladite partie du lot contenant 150 pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot et bornée comme suit: En arrière par la Rivière-des-Prairies, en front par le Boulevard Gouin, du côté au nord-est par la propriété de Dame Hector Beupré et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot No 9 appartenant à Dame Vve Didier Fortin *et al*.

Mount Royal Agency Limited, 18-P.

Ces certaines parties de terre autrefois connues et désignées par les numéros 51 à 77 inclusivement et les numéros 114 à 119 inclusivement du numéro de subdivision officielle No dix-huit (18) du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, les susdits lots de subdivision ayant été annulés en date du 16 octobre 1923.

Gaspard, Emilien Lecompte, 18-625, 630, avec bâtisses dessus érigées.

Joseph Lamarre, 22-15.

Jean-Baptiste Paquin, 29-100, 101, 102, 103, avec bâtisses dessus érigées.

Walter Henry Miller, 29-152, 153.

Mary Ann Crooks, 29-160.

Samuel, Alfred Lapointe, 30-34.

Thomas Moran, 30-41.

Jean Collette dit Bourguignon, 30-80.

Fabien Desjardins, 30-294, 295.

William James Dunk, 31-79.

Joseph, Herménégilde Lecourt, Rév., 31-203, 204.

Antonio Fernet, 31-214.

Wilfrid Martin, 31-256.

Edmond Désormeaux, 31-344, 345.

Massé, Amanda, épouse de Moïse Bonneville 31-512.

William Thompson, 31-746, 747, 748, 749.

Armand Bastien, 31-771, 772, 773, 774.

Christianson Inga, vve de Geo. A. Davis, 31-806, 807, 808.

Annie Beazley, épouse de John Atkinson, 31-870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879.

L'Association du Bien-Etre de la Jeunesse, 31-915.

Henri Deguise, 34-10, 11, 12.

Greater Montreal Land & Investment Co. (Adélar Levac), 35-29, 30, avec bâtisses dessus érigées.

Falardeau, Anna, vve de Octave Giroux, Marguerite Giroux, ses enfants mineurs, Alphonsine Marie-Antoinette, épouse de Armand Bénard & Vir, 35-661, 662.

Albert Falardeau, 35-666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674.

Omer Levasseur, 35-775, 36-692.

Omer Levasseur, 35-776, 36-693.

Omer Levasseur, 35-777, 36-694.

Omer Levasseur, 35-778, 36-695.

Omer Levasseur, 35-779, 36-696.

Omer Levasseur, 35-780, 36-697.

Omer Levasseur, 35-781, 36-698.

Omer Levasseur, 35-782, 36-699.

Omer Levasseur, 35-783, 36-700.

Omer Levasseur, 35-784, 36-701.

Joseph Fortin, 37-63.

Isidore Ruel, 37-114, 115.

NAME OF OWNER—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

Delorimier Realty Ltd, 3-1, 2, 3, 4 and 5, with buildings thereon erected.

Zéphir *alias* Zéphirin Beaulieu, 8-5, with building thereon erected.

Benoit Beaulieu, 8-38, 39, with buildings thereon erected.

Joseph, Alfred Labonté, 8-255, 256, 257, 258.

Téléphone Duchesneau, 9-P, with buildings thereon erected.

A lot of land forming part of land known and designated as number (9P) with buildings thereon erected. The said part of lot containing one hundred and fifty feet in width by the whole depth of said lot and bounded as follows: In front by Gouin Boulevard, in the rear by Des Prairies River, on Northeast side by property belonging to Mrs. Hector Beupré, and on Southwest side by the residue of said lot No. 9 belonging to Mrs. Didier Fortin *et al*.

Mount Royal Agency Limited, 18-P.

These certain parts of land previously known and designated as numbers 51 to 77 inclusively and numbers 114 to 119 inclusively of the official subdivision number eighteen (18) on the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, the said above lots having been cancelled on the Sixteen (16) day of October, 1923.

Gaspard, Emilien Lecompte, 18-625, 630, with buildings thereon erected.

Joseph Lamarre, 22-15.

Jean-Baptiste Paquin, 29-100, 101, 102, 103, with buildings thereon erected.

Walter Henry Miller, 29-152, 153.

Mary Ann Crooks, 29-160.

Samuel, Alfred Lapointe, 30-34.

Thomas Moran, 30-41.

Jean Collette dit Bourguignon, 30-80.

Fabien Desjardins, 30-294, 295.

William James Dunk, 31-79.

Joseph, Herménégilde Lecourt, Rev., 31-203, 204.

Antonio, Fernet, 31-214.

Wilfrid Martin, 31-256.

Edmond Désormeaux, 31-344, 345.

Massé, Amanda, wife of Moïse Bonneville, 31-512.

William Thompson, 31-746, 747, 748, 749.

Armand Bastien, 31-771, 772, 773, 774.

Christianson Inga, Widow of Geo. A. Davis, 31-806, 807, 808.

Annie Beazley, wife of John Atkinson, 31-870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879.

L'Association du Bien-Etre de la Jeunesse, 31-915.

Henri Deguise, 34-10, 11, 12.

Greater Montreal Land & Investment Co. (Adélar Levac), 35-2930 with building thereon erected.

Falardeau, Anna, widow of Octave Giroux, Marguerite Giroux, her minors children, Alphonsine Marie-Antoinette, wife of Armand Bénard & Vir, 35-661, 662.

Albert Falardeau, 35-666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674.

Omer Levasseur, 35-775, 36-692.

Omer Levasseur, 35-776, 36-693.

Omer Levasseur, 35-777, 36-694.

Omer Levasseur, 35-778, 36-695.

Omer Levasseur, 35-779, 36-696.

Omer Levasseur, 35-780, 36-697.

Omer Levasseur, 35-781, 36-698.

Omer Levasseur, 35-782, 36-699.

Omer Levasseur, 35-783, 36-700.

Omer Levasseur, 35-784, 36-701.

Joseph Fortin, 37-63.

Isidore Ruel, 37-114, 115.

NOM DU PROPRIÉTAIRE—CADASTRES—SUBDIVISIONS

NAME OF OWNER—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

Xarine Laurin, épouse de Pacifique Provençal, 37-559.

Alfred Gravel, 38-839.

John Noon, 38-79.

Montreal Island & Investment Co., 38-894, avec bâtisses dessus érigée.

Ferdinand Blondin, 38-891, avec bâtisse dessus érigée.

René Ménard, 38-897, avec bâtisses dessus érigées.

Albert Béland, 38-929, 930, avec bâtisse dessus érigée.

Hormisdas Judd, 38-943, 944, 945.

Joseph, Armand Paradis (en religion Frère Module Gédéon), 38-953, avec bâtisse dessus érigée.

Joseph-Emilien Paradis, (en religion Frère Michel Gonzague), 38-954.

Rose-Alina Lemieux, vve de Paul Presseau, 38-1049, 1050, avec bâtisse dessus érigée.

Joseph-Henri Brisebois, 38-1082, avec bâtisse dessus érigée.

Emma, Adéla Leach, vve de Harvey Allan Green, 38-1132, 1133.

Malvina Hamelin, vve de Euclide L'Archevêque, 40-6, 7, P., 8, avec bâtisses dessus érigées.

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro (7) sept de la subdivision officielle du lot originaire du lot numéro quarante (40) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, à distraire cependant dudit lot, la partie vendue à Roland Cornélien et enregistrée au Bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 420,781.

Lucien Pelletier, 43-18, avec bâtisse dessus érigée.

Malvina Hamelin, vve de Euclide L'Archevêque, 43-24P., avec bâtisse dessus érigée.

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre (24) de la subdivision officielle du lot originaire du lot numéro quarante-trois (43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, à distraire cependant dudit lot, la partie appartenant à Louis Hector Cyr et enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Montréal sous le numéro 480,200.

Renia Cardinal épouse de Rosario Gauthier, 45-814.

Télesphore, Florent Nobert, 45-887, avec bâtisses dessus érigées.

Arthur Hébert, 45-974.

Edouard alias Edward Bourgeau, 45-995, 996, avec bâtisse dessus érigée.

Annette, Agnès Joubert, 45-529.

Michael Gerard Patton, Jr., 45-1396, 1397.

Emile Fournier, 49-23, 24.

Marie-Louise St-Pierre, épouse de Aimé E. Lanoue, droits, 49-31 P., 32, 33, 34, avec bâtisses dessus érigées.

La plus grande partie du dit lot numéro 49-31, formant une superficie d'environ 2014 pieds plus ou moins et mesurant en largeur environ 25 pieds plus ou moins et bornée comme suit: au sud-est par le lot 49-32 au sud-ouest par l'Ave Patricia, au nord-ouest par le résidu dudit lot 49-31 au nord-est par l'Ave Drapeau.

Bernard Silverman, 50-6, 7, avec bâtisse dessus érigée.

Houle, Laura, vve de Olivier Rose, 50-54, avec bâtisse dessus érigée.

Bélanger, Ida, épouse de Honoré Bouchard, 50-117, avec bâtisse dessus érigée.

Gagnier, Bertha, vve de Charles Lamoureux, 50-188, 189, avec bâtisse dessus érigée.

Xarine Laurin, wife of Pacifique Provençal, 37-559.

Alfred Gravel, 38-839.

John Noon, 38-79.

Montreal Island & Investment Co., 38-894, with building thereon erected.

Ferdinand Blouin, 38-891, with building thereon erected.

René Ménard, 38-897, with buildings thereon erected.

Albert Béland, 38-929, 930, with building thereon erected.

Hormisdas Judd, 38-943, 944, 945.

Joseph, Armand Paradis (in religion Frère Module Gédéon) 38-953, with building thereon erected.

Joseph-Emilien Paradis, (in religion Frère Michel Gonzague), 38-954.

Rose Alina Lemieux, widow of Paul Presseau, 38-1049, 1050, with building thereon erected.

Joseph-Henri Brisebois, 38-1082, with building thereon erected.

Emma, Adéla Leach, widow of Harvey Allan Green, 38-1132, 1133.

Malvina Hamelin, widow of Euclide L'Archevêque, 40-6, 7 P., 8, with buildings thereon erected.

An emplacement being lot number seven (7) of the official subdivision of lot number forty (40) on official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, to deduct however from the said lot the part sold to Roland Cornélien and registered at the Registry Office of Montreal under number 420,781.

Lucien Pelletier, 43-18, with building thereon erected.

Malvina Hamelin, widow of Euclide L'Archevêque, 43-24P., with building thereon erected.

An emplacement known and designated as being lot number twenty-four (24) of the official subdivision of lot number forty-three (43) on official plan and book of reference of the parish of Sault-au Récollet, to deduct however from said lot the part belonging to Louis-Hector Cyr and registered at the Registry Office of Montreal under number 480,200.

Rénia Cardinal, wife of Rosario Gauthier, 45-814.

Télesphore, Florent Nobert, 45-887, with buildings thereon erected.

Arthur Hébert, 45-974.

Edouard alias Edward Bourgeau, 45-995, 996, with building thereon erected.

Annette, Agnès Joubert, 45-529.

Michael Gerard Patton, Jr., 45-1396, 1397.

Emile Fournier, 49-23, 24.

Marie-Louise St-Pierre, wife of Aimé E. Lanoue, rights, 49-31 P., 32, 33, 34, with buildings thereon erected.

The largest part of said lot No. 49-31 forming an area of 2014 square feet, more or less and measuring in width about 25 feet, more or less and bounded as follows to the South-east by lot No. 49-32 to the Southwest by Patricia Avenue, to the Northwest by the residue of said lot No. 49-31 to the Northeast by Drapeau Avenue.

Bernard Silverman, 50-6, 7, with building thereon erected.

Houle, Laura, widow of Olivier Rose, 50-54, with building thereon erected.

Bélanger, Ida, wife of Honoré Bouchard, 50-117, with building thereon erected.

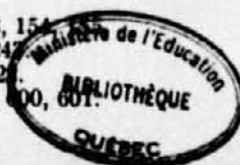
Gagnier, Bertha, widow of Charles Lamoureux, 50-188, 189, with building thereon erected.

NOM DU PROPRIÉTAIRE—CADASTRES—SUBDIVISIONS

H. S. MacMillan, 50-218.
Hector Labelle, 50-635, avec bâtisse dessus érigée.
Godard, Lyvia, épouse de Paul-Emile Ginchereau, 50-913, 914, 915, 916, 917, 942, 943, 944, 945, 946, 948, 949, 950.
Godard Lyvia, épouse de Paul-Emile Ginchereau, 50-1327, 1328, 1329.
Alfred Hébert, 52-18.
Ulric Paquette, 52-25, avec bâtisse dessus érigée.
Arzélie, Raoul & Ernest David, 52-33, 34, avec bâtisse dessus érigée.
Georges, Guillaume Beausoleil, 53-26, 27.
Clara Hansselman, épouse de Joseph Savard, 54-2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, avec bâtisses dessus érigées.
Toute cette partie de terrain non subdivisée et réservée comme rue ou passage connu et désigné comme étant le lot originaire cinquante-quatre (54), à distraire cependant cette partie vendue à Léona Côté et enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Montréal, sous le numéro 472,040.
Israel Nantel, 61-2, avec bâtisse dessus érigée.
Germaine Préfontaine, épouse de François Antoine Rivard, 61-3, 4, 5 avec bâtisse dessus érigée.
Joseph Robert, 61-90.
Philomène Béliveau, épouse de Pierre-Alfred Garon, 61-115.
Joseph Robert, 61-124.
Maurice Barsalou, 61-156, 157, 180, 181, 182.
Philippe Malo, 61-510, 511, 512, avec bâtisses dessus érigées.
Paul Caron, 61-530, 531, 532.
Philippe Blais, 61-583.
V. Germain, 61-640, 641.
Adrien Beauchamp, 62-112.
Charles-Philippe Gravel, 62-261.
Joseph-Wilfrid Bastien, 63-29, 30, avec bâtisses dessus érigées.
Donat Marcell, 63-150, 151, 152, 153, avec bâtisses dessus érigées.
Alberta Ste-Marie, épouse de Henri Foucreau, 64, avec bâtisses dessus érigées.
Joseph Robert, 65-4, 5.
Henri, Honoré Houle, 65-7.
J.-Alfred Huberdeau, 65-115, 116.
Daisy Baker, épouse de George Thompson, 66-2.
Alphonse Surprenant, 66-49.
Antoine Bougie, fils, 66-245.
Arthur, Stanislas Pleau & Al, 73-14.
Amédée Sauvageau, 73-204.
Omer Pion, 73-224, 225, 226, 227.
Léo Lévesque, 77-133, 76-2.
Léo Lévesque, 76-3.
Léo Thérout, 76-215.
Joseph Fournier, 76-219, 220, avec bâtisses dessus érigées.
Mme Vve Flora M. L. Prowse, 77-388, 76-329, 77-387, 76-330.
Henry Williams, 76-517, 518, avec bâtisses dessus érigées.
Alexandre, Stewart Décarie, 76-939.
John, Edward McCann, 77-204, 205, avec bâtisses dessus érigées.
Marie-Louis Plamondon, 77-429, 430, 431.
Alphonse Charette, 77-545, 546, 547, 548.
Ferdinand Blondin, 79-4, 5, 6, avec bâtisses dessus érigées.
Henry Heider, 79-152, 153, 154, 155.
Arthur Bertrand, 79-242, 243.
William Dugard, 79-421, 422.
Gaythorn Taylor, 79-599, 600, 601.

NAME OF OWNER—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

H. S. McMillan, 50-218.
Hector Labelle, 50-635, with building thereon erected.
Godard, Lyvia, wife of Paul-Emile Ginchereau, 50-913, 914, 915, 916, 917, 942, 943, 944, 945, 946, 948, 949, 950.
Godard, Lyvia, wife of Paul-Emile Ginchereau, 50-1327, 1328, 1329.
Alfred Hébert, 52-18.
Ulric Paquette, 52-25, with building thereon erected.
Arzélie, Raoul & Ernest David, 52-33, 34, with building thereon erected.
Georges, Guillaume Beausoleil, 53-26, 27.
Clara Hansselman, wife of Joseph Savard, 54-2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, with buildings thereon erected.
All that non-subdivided part of land reserved as street or passage known and designated as being original lot number fifty-four (54), to withdraw however that part sold to Leona Côté and registered at the Registry Office of Montreal under number 472,040.
Israel Nantel, 61-2, with building thereon erected.
Germaine Préfontaine, wife of François-Antoine Rivard, 61-3, 4, 5, with building thereon erected.
Joseph Robert, 61-90.
Philomène Béliveau, wife of Pierre-Alfred Garon, 61-115.
Joseph Robert, 61-124.
Maurice Barsalou, 61-156, 157, 180, 181, 182.
Philippe Malo, 61-510, 511, 512, with buildings thereon erected.
Paul Caron, 61-530, 531, 532.
Philippe Blais, 61-583.
V. Germain, 61-640, 641.
Adrien Beauchamp, 62-112.
Charles-Philippe Gravel, 62-261.
Joseph Wilfrid Bastien, 63-29, 30, with buildings thereon erected.
Donat Marcell, 63-150, 151, 152, 153, with buildings thereon erected.
Alberta Ste-Marie, wife of Henri Foucreau, 64, with buildings thereon erected.
Joseph Robert, 65-4, 5.
Henri, Honoré Houle, 65-7.
J.-Alfred Huberdeau, 65-115, 116.
Daisy Baker, wife of George Thompson, 66-2.
Alphonse Surprenant, 66-49.
Antoine Bougie, fils, 66-245.
Arthur, Stanislas Pleau & Al, 73-14.
Amédée Sauvageau, 74-204.
Omer Pion, 73-224, 225, 226, 227.
Léo Lévesque, 77-133, 76-2.
Léo Lévesque, 76-3.
Léo Thérout, 76-215.
Joseph Fournier, 76-219, 220, with buildings thereon erected.
Mme Widow Flora M. L. Prowse, 77-388, 76-329, 77-387, 76-330.
Henry Williams, 76-517, 518, with buildings thereon erected.
Alexandre, Stewart Décarie, 76-939.
John, Edward McCann, 77-204, 205, with buildings thereon erected.
Marie-Louise Plamondon, 77-429, 430, 431.
Alphonse Charette, 77-545, 546, 547, 548.
Ferdinand Blondin, 79-4, 5, 6, with buildings thereon erected.
Henry Heider, 79-152, 153, 154, 155.
Arthur Bertrand, 79-242, 243.
William Dugard, 79-421, 422.
Gaythorn, Taylor, 79-599, 600, 601.



NOM DU PROPRIÉTAIRE—CADASTRES—SUBDIVISIONS

NAME OF OWNER—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

Georges Rousseau, 82-25, 26.
Alcide Rivest, 82-41, 42, avec bâtisses dessus érigées.

Thos. G. Myles, 82-140, 141, avec bâtisses dessus érigées.

Josaphat Campbell, 85-217, 82-176, 85-216, 82-177.

J.-Omer Paul, 85-213, 82-180, avec bâtisses dessus érigées.

Edouard Beaudoin, 82-207, 208, avec bâtisses dessus érigées.

Léandre Mirette, 82-210, 211.

Florida Lescarbeau, épouse de J.-H. Brisebois, 82-236, 237, avec bâtisses dessus érigées.

M. A. Lamoureux, veuve de Rodrigue Lamoureux, 82-395.

Frédéric, Albert Duckett, 85-503, 82-433, 85-502, 82-434.

Alphonse Ledoux, 82-449, avec bâtisses dessus érigées.

Wilfrid, Rodolphe Pelletier, 85-36, 37, avec bâtisses dessus érigées.

Malvina Garneau, veuve de Philippe Lebœuf, 85-51.

J. Conrad Gauthier, 85-163, 164.

John Valenti, 85-174P, 175.

La juste moitié sud-est dudit lot 85-174 contenant une superficie de onze cents (1100) pieds carrés, plus ou moins.

Emilia Cousineau, veuve de Napoléon Bélanger; Palmyre Bélanger, veuve de Arthur Boisvert;

Alma Bélanger, veuve de Wilfrid Leclerc & Aurore Bélanger, veuve de Léon Gaumont & Emile Bélanger, droits, 85-426, 427, 428, 429, avec bâtisses dessus érigées.

Hector Ewart Goldie, 85-452.

Laporte Hudon Hébert Ltée, 86-86, 87, 88.

Joseph Séguin, 86-99, avec bâtisses dessus érigées.

Laporte, Martin Limited, 90-731, 86-349, 90-732, 86-350, 90-733, 86-351.

Joseph-Ovila Cartier, 90-150, 151, 152, 153 avec bâtisses dessus érigées.

Laporte, Martin Ltée, 90-182.

Mary Helen Lees, 90-402, 403, 404.

William Charles Maxwell, 90-405, 406, avec bâtisses dessus érigées.

Thomas Edward Beazley, 90-421, 422 avec bâtisses dessus érigées.

Lily Harvey, veuve de Harry Edgar Germain, 90-459, 460.

Laporte, Martin Ltée, 90-690, 691, 692.

F.-X. Guillevin, 93-2, 3, 4.

W. H. Dullege, 93-204, 205.

Ovide Lapointe, 93-213, 214, avec bâtisses dessus érigées.

Mary, Helen Lees, veuve de Harold Lees, 90-399, 93-372, 90-400, 93-373, 90-401, 93-374, avec bâtisses dessus érigées.

Laporte, Martin Ltée, 90-654, 93-541.

Aristide Pilon, 97-146, 147.

Eugénie Bérard, veuve de Joseph Barthélémy Bérard, 97-205, 206, 207, 208, 209, 210.

Charles-P. Lequesne, 97-256, avec bâtisses dessus érigées.

Emile DeVarennes, 114-46, 97-291, 114-47, 97-292, avec bâtisses dessus érigées.

Antoinette Cantara, épouse de Aurèle Gustave Racine, 97-333, 334.

Adrien Leclair, 97-445, 446.

Edouard Gohier & Denis Dorion, 97-447, 448, 449, 450, 451.

David Fraser, 97-473, 474.

Annie Cope, veuve de George Vickers; 1-3, Frank & Hilda Vickers 2-3, 97-477, 478, 479.

Georges Rousseau, 82-25, 26.

Alcide Rivest, 82-41, 42, with buildings thereon erected.

Thos. G. Myles, 82-140, 141, with buildings thereon erected.

Josaphat Campbell, 85-217, 82-176, 85-216, 82-177.

J. Omer Paul, 85-213, 82-180, with buildings thereon erected.

Edouard Beaudoin, 82-207, 208, with buildings thereon erected.

Leandre Mirette, 82-210, 211.

Florida Lescarbeau, wife of J. H. Brisebois, 82-236, 237, with buildings thereon erected.

M. A. Lamoureux, widow of Rodrigue Lamoureux, 82-395.

Frédéric, Albert Duckett, 85-503, 82-433, 85-502, 82-434.

Alphonse Ledoux, 82-449, with buildings thereon erected.

Wilfrid, Rodolphe Pelletier, 85-36, 37, with buildings thereon erected.

Malvina Garneau, widow of Philippe Lebœuf, 85-51.

J. Conrad Gauthier, 85-163, 164.

John Valenti, 85-174P, 175.

Just the south-east part of said lot 85-174 and forming an area of eleven hundred (1100) square feet, more or less.

Emilia Cousineau, widow of Napoléon Belanger; Palmyre Bélanger, widow of Arthur Boisvert;

Alma Bélanger, widow of Wilfrid Leclerc & Aurore Bélanger, widow of Léon Gaumont & Emile Bélanger, rights, 85-426, 427, 428, 429, with buildings thereon erected.

Hector Ewart Goldie, 85-452.

Laporte Hudon Hébert Ltée, 86-86, 87, 88.

Joseph Séguin, 86-99, with buildings thereon erected.

Laporte, Martin Limited, 90-731, 86-349, 90-732, 86-350, 90-733, 86-351.

Joseph-Ovila Cartier, 90-150, 151, 152, 153 with buildings thereon erected.

Laporte, Martin Ltée, 90-182.

Mary Helen Lees, 90-402, 403, 404.

William Charles Maxwell, 90-405, 406 with building thereon erected.

Thomas Edward Beazley, 90-421, 422, with buildings thereon erected.

Lily Harvey, widow of Harry Edgar Germain, 90-459, 460.

Laporte, Martin Ltée, 90-690, 691, 692.

F.-X. Guillevin, 93-2, 3, 4.

W.-H. Dullege, 93-204, 205.

Ovide Lapointe, 93-213, 214 with buildings thereon erected.

Mary, Helen Lees, widow of Harold Lees, 90-399, 93-372, 90-400, 93-373, 90-401, 93-374, with buildings thereon erected.

Laporte, Martin Ltée, 90-654, 93-541.

Aristide Pilon, 97-146, 147.

Eugénie Bérard, widow of Joseph Barthélémy Bérard, 97-205, 206, 207, 208, 209, 210.

Charles P. Lequesne, 97-256, with buildings thereon erected.

Emile DeVarennes, 114-46, 97-291, 114-47, 97-292, with buildings thereon erected.

Antoinette Cantara, wife of Aurèle Gustave Racine, 97-333, 334.

Adrien Leclair, 97-445, 446.

Edouard Gohier & Denis Dorion, 97-447, 448, 449, 450, 451.

David Fraser, 97-473, 474.

Annie Cope, widow of George Vickers; 1-3, Frank & Hilda Vickers 2-3, 97-477, 478, 479.

NOM DU PROPRIÉTAIRE—CADASTRES—SUBDIVISIONS

Flore Bourgeois, veuve de Joseph Thomas Rousseau, 97-497, 498.

Commission Métropolitaine de Montréal en fiducie pour la Ville Montréal-Nord & W. H. Cully, 97-515, 516.

Granada Margaret, veuve de Elie Chabok, 97-523, 524.

George A. Southee & Eleonore Elisabeth Higginbottom, son épouse, 114-306, 97-552.

Moins une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement de la Montée Saint-Michel.

George A. Southee & Eleonore Elisabeth Higginbottom, son épouse, 114-307, 97-553.

Moins une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement de la Montée Saint-Michel.

Emilia Lajeunesse, épouse de Félix Delorme, 97-577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585.

Elphège Turgeon, 97-622 Pt, 623 P.

Moins une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement de la Montée Saint-Michel.

Elphège Turgeon, 113-84, 110-9, 113-85, 110-10, 110-15, 16.

Elphège Turgeon, 113-32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 & 53, 54, 55.

Langlois, Charles, Léonard, Achille Charles Antoine, Marcel, Rodrigue, Arsélie Langlois, épouse de Horace Tessier, Philippe François & Thérèse Langlois, épouse de Tancred Marsan, 113-45, 46.

Marc-Aurèle Brodeur, 113, 66, 67.

Elphège Turgeon, 113-112, 113, 114.

Léon Legros, 113-125, 126.

Thomas Bennett, 114-207, 208.

Ménasippe Lafrance, 116-272, 273, 274, avec bâtiments dessus érigées.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Montréal-Nord.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce (26) vingt-sixième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante, (1940).

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) ARTHUR E. CHEVRIER.

5792-52-2-o

NAME OF OWNER—CADASTRAL—SUBDIVISIONS

Flore Bourgeois, widow of Joseph Thomas Rousseau, 97-497, 498.

Commission Métropolitaine de Montréal en fiducie pour la Ville Montréal-Nord & W. H. Cully, 97-515, 516.

Granada Margaret, widow of Elie Chabok, 97-523, 524.

George A. Southee & Eleonore Elisabeth Higginbottom, his wife, 114-306, 97-552.

Less a certain part sold to the Town of Montreal-North for the widening of Montee Saint-Michel.

George A. Southee & Eleonore Elisabeth Higginbottom, his wife, 114-307, 97-553.

Less a certain part sold to the Town of Montreal-North for the widening of Montee Saint-Michel.

Emelia Lajeunesse, wife of Félix Delorme, 97-577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585.

Elphège Turgeon, 97-622 Pt, 623 P.

Less a certain part sold to the Town of Montreal-North for the widening of Montee Saint-Michel.

Elphège Turgeon, 113-84, 110-9, 113-85, 110-10, 110-15, 16.

Elphège Turgeon, 113-32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 & 53, 54, 55.

Langlois, Charles, Léonard, Achille Charles Antoine, Marcel, Rodrigue, Arsélie Langlois, wife of Horace Tessier, Philippe François & Thérèse Langlois, wife of Tancred Marsan, 113-45, 46.

Marc-Aurèle Brodeur, 113-66, 67.

Elphège Turgeon, 113-112, 113, 114.

Léon Legros, 113-125, 126.

Thomas Bennett, 114-207, 208.

Ménasippe Lafrance, 116-272, 273, 274 with buildings thereon erected.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Parish of Sault au Recollet, and situated in the Town of Montreal-North.

The said sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal-North this 26th day of November, 1940.

(Signed) ART. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

5794-52-2-o

Demandes à la Législature

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session ou à la session subséquente de la Législature de la Province de Québec, le parlement réuni, les dits requérants, Louis Cohen, marchand, Bertha Cohen, épouse séparée de biens de Louis Cohen, Rose Cohen, femme mariée, épouse séparée de biens de Morris Gold, Henry Cohen, comptable, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur dûment autorisé de son fils mineur, Howard Thomas Cohen, Minnie Bessye Cohen, épouse séparée de biens de Henry Cohen, Ida Huda Cohen, teneur de livres, Sydney B. Cohen, commis, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à ladite Législature

Applications to the Legislature

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

NOTICE

Notice is hereby given that at the next or subsequent session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, in Parliament assembled, the said petitioners, Louis Cohen, merchant, Bertha Cohen, wife separate as to property of Louis Cohen, Rose Cohen, married woman, wife separate as to property of Morris Gold, Henry Cohen, accountant, personally as well as in his quality of tutor duly authorized to his minor son, Howard Thomas Cohen, Minnie Bessye Cohen, wife separate as to property of Henry Cohen, Ida Huda Cohen, bookkeeper, Sidney B. Cohen, clerk, all of the City and District of Montreal, will apply for the passing of an

pour obtenir la passation d'une loi changeant le nom de famille des dits requérants et dudit mineur, Howard Thomas Cohen, de "Cohen" en celui de "Mescon", et avec tous les droits et obligations inhérents à tel changement.

Montréal, le 21 novembre 1940.

Les procureurs des requérants,
5575-50-4-o SHULMAN & SHULMAN.

Avis est par les présentes donné que Son Excellence Monseigneur Joseph Aldée Desmarais, Evêque d'Amos, désireux d'établir un collège pour l'enseignement commercial, scientifique et classique à Amos, s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session pour en obtenir une loi constituant en corporation "Le Collège d'Amos" avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Québec, 5 décembre 1940.

Pour le requérant,
LAURENT LESAGE, notaire,
Coin Couillard & Christie,
5577-50-4-o Québec.

Demande à la Législature de la part de La Compagnie de Chemin de fer Alma & Jonquières.

Avis est donné que La Compagnie de Chemin de fer Alma & Jonquières s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

Pour donner à la compagnie le pouvoir d'établir et de maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de retraite, fonds de pension et autres systèmes de nature à profiter aux officiers et aux employés et aux anciens officiers et employés de la compagnie ou les individus à charge ou parents de ces personnes et d'accorder des pensions et allocations.

Montréal, le 10 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5605-50-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

VILLAGE DE MANIWAKI

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Village de Maniwaki s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, aux fins de confirmer l'entente intervenue entre la Gatineau Power Company, la Corporation du Village de Maniwaki et les Commissaires d'Ecoles de Maniwaki, relativement à l'évaluation de certaines propriétés immobilières et du paiement des taxes municipales et scolaires.

Maniwaki, le 3 décembre, 1940.

Le Secrétaire-Trésorier,
5581-50-4-o PALMA JOANIS.

AVIS LEGAL

Avis public est par les présentes donné que certains des Légataires de la Succession de Feu Joseph Narcisse Perrault, en son vivant, bourgeois, des Cité et District de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le paiement aux Légataires de certaines annuités, et d'augmenter certaines autres annuités aux Légataires, en sus des annuités déjà existantes, et toutes autres dispositions qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, le 7 décembre, 1940.

Le procureur des requérants,
5583-50-4-o OMER COTE.

act changing the family name of said petitioners and of the said minor, Howard Thomas Cohen, from "Cohen" to that of "Mescon" and with all rights and obligations incidental to such change.

Montreal, November 21st, 1940.

SHULMAN & SHULMAN,
5576-50-4-o Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that His Excellency Monseigneur Joseph Aldée Desmarais, Bishop of Amos, in view of establishing at Amos a College for commercial, scientific and classic studies, will apply to the Quebec Legislature, during its next session, to obtain the grant of a law incorporating "Le Collège d'Amos" with all powers generally granted to such corporations.

Quebec, December 5, 1940.

For the petitioner,
LAURENT LESAGE, notary,
Corner Couillard & Christie Sts.
5578-50-4-o Québec.

Application to the Legislature on behalf of The Alma and Jonquières Railway Company.

Notice is hereby given that The Alma and Jonquières Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain an Act to amend its charter for the following purpose:

To give to the Company the power to establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, superannuation funds, pension funds and other conveniences calculated to benefit the officers and employees and ex-officers and ex-employees of the Company or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances.

Montreal, December 10th, 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5606-50-4-o Attorneys for Petitioner.

VILLAGE OF MANIWAKI

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Maniwaki will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, in order to ratify an agreement entered into between the Gatineau Power Company, the Corporation of the Village of Maniwaki and the School Board of Maniwaki, concerning the assessment of certain immoveable properties and payment of municipal and school taxes.

Maniwaki, December 3rd, 1940.

PALMA JOANIS,
5582-50-4-o Secretary.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that certain Legatees of The Estate of the Late Joseph Narcisse Perrault, in is lifetime gentleman of the City and District of Montreal, will apply at the Nearest Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to authorize the immediate payment to the Legatees of certain annuities, and to increase certain others annuities to the Legatees over and above the annuities actually existing, and other provisions as it may please to Legislature to grant.

Montreal, December 7th, 1940.

OMER COTE,
5584-50-4-o Attorney for plaintiffs.

Canada, Province de Québec, District of Montréal.

Avis public est par les présents donné que George Anthony Alexopoulos, avocat, de la Cité et du district de Montréal, s'adressera à l'assemblée législative de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui d'Allison avec tous les droits et obligations incidents à un tel changement.

Montréal, Décembre 9, 1940.

Les procureurs pour le requérant,

CHAUVIN, WALKER, STEWART &
5585-50-4-o MARTINEAU.

Demande à la législature de la part de La Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay

Avis est donné que La Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendement sa charte aux fins suivantes:

Pour pourvoir à ce que la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires soit fixée de temps à autre par règlement de la compagnie; pour pourvoir à l'augmentation ou la diminution du nombre des directeurs et de leur quorum et pour donner à la compagnie le pouvoir d'établir et de maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de retraite, fonds de pension et autres systèmes de nature à profiter aux officiers et aux employés et aux anciens officiers et employés de la compagnie ou les individus à charge ou parents de ces personnes et d'accorder des pensions et allocations.

Montréal, le 10 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,

5607-50-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Pierre-aux-Liens dans le comté de Jacques-Cartier s'adresseront, par leur procureur sous-signé, à la Législature de la Province de Québec durant sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de corriger l'erreur qui s'est glissée dans les comptes de taxes scolaires adressés aux contribuables et plus particulièrement pour qu'il soit déclaré que lesdits comptes pour taxes scolaires émis par la Commission durant l'année 1938 s'appliquent aux taxes exigibles pour l'année fiscale commençant le 1er juillet 1938 et se terminant le 30 juin 1939.

Montréal, 9 décembre 1940.

Le procureur des requérants,

5587-50-4-o CHARLES CHAMPOUX.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: Services administratifs; pouvoirs du comité exécutif et du conseil: soldes de crédits, omissions dans rôles d'améliorations locales; soumissions; bureau des achats; élections: électeurs; sociétés; inscription des électeurs, entrées omises ou incomplètes; copies de la liste électorale; bureaux de renseignements; cartes d'identité; règle-

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, the Petitioner, George Anthony Alexopoulos, advocate, of the City and District of Montreal, will apply for the passing of an act changing the family name of said Petitioner to that of Allison with all the rights and obligations incidental to such change.

Montreal, December 9th, 1940.

CHAUVIN, WALKER, STEWART &

5586-50-4-o MARTINEAU.
Attorneys for Petitioner.

Application to the Legislature on behalf of The Roberval and Saguenay Railway Company.

Notice is hereby given that The Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain an Act to amend its charter for the following purposes:

To provide that the date of the Annual General Meeting of the Shareholders may be fixed from time to time by a by-law of the Company; to make provisions for the increase or decrease of the number of Directors and their quorum and to give to the Company the power to establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, superannuation funds, pension funds and other conveniences calculated to benefit the officers and employees and ex-officers and ex-employees of the Company or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances.

Montreal, December 10th, 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,

5608-50-4-o Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the Municipality of St. Pierre-aux-Liens in the County of Jacques-Cartier will apply, by the undersigned attorney, to the Legislature of the Province of Quebec during its next session, praying for the enactment of a law with the object of correcting the error in the accounts for school taxes sent to the tax-payers, and more particularly that it be declared that the said accounts for school taxes sent out by the Commission during the year 1938 refer to the taxes exigible for the fiscal year commencing July 1st, 1938 and expiring June 30th, 1939.

Montreal December 9th, 1940.

CHARLES CHAMPOUX,

5588-50-4-o Attorney for petitioners.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: Administrative departments; powers of the executive committee and of the council: balances of appropriations; omissions from the rolls of local improvements; tenders; purchasing bureau; elections: electors; firms; entries of electors, omitted or incomplete; copies of the voters' list; information bureaux; identification card; by-laws: cutting of ice; de-

ments: récolte de la glace; démolition de bâtiments; serrures automatiques; vente de marchandises pour certains fins; budget; dépenses capitales; impenses et dépenses de rôles d'améliorations locales; finances; revenu de vente d'immeubles; fonds de roulement; dépenses différées; emprunt pour achat de machinerie etc.; dépenses pour réparation de pavages; taxes; exemptions; établissements d'éducation; taxes d'affaires; bouchers; spécialistes en tôlerie; locuteurs de chambres; délai pour réclamation de cotisations d'églises; exemption re lignes homologuées; taxe de l'eau; imposition aux propriétaires; taxe de vente; impôt sur le revenu; Hampstead partie du territoire; bureau des estimateurs; nomination; révo-cation, traitements; définition de valeur réelle; évaluation de bâtiments en voie de construction; rôle de perception; valeur locative; bureau de revision; composition; nomination; pouvoirs; appels; plaintes re dénominations religieuses; tracé des rues, ruelles etc.; expropriations; versements d'améliorations locales; pavages en macadam ou en macadam asphalté; réclamations; chutes, drains privés; insuffisance d'égouts; accidents d'automobiles; assermentation des réclamants; contribution aux traverses d'hiver; droit de passage de certains véhicules; construction sur le boulevard Pie IX; ventes à l'enchère; répartition du coût de tuyaux à l'eau; fonds d'assurance re accidents de travail; qualification des conseillers; obligations résultant d'annexions; obligation de construire trottoirs dans certains contrats; restriction de vente, de location etc. dans certains contrats; exemption re coût d'égout; tuyaux à l'eau dans d'autres municipalités; approvisionnement d'électricité: contrat etc.; loi de la Commission municipale de Québec; avis de réclamations et actions; vente d'immeubles; coût de l'égout de la rue Jean-Talon; ratification de certains actes, résolutions, conventions, rôles, plans etc.

Le greffier de la Cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de ville,
Montréal, 14 décembre 1940. 5621-50 4-o

Demande à la Législature de la part de Saguenay Terminals Limited.

Avis est donné que Saguenay Terminals Limited, s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

Pour pouvoir à l'augmentation ou la diminution du nombre des directeurs et de leur quorum et pour donner à la compagnie le pouvoir d'établir et de maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de retraite, fonds de pension et autres systèmes de nature à profiter aux officiers et aux employés et aux anciens officiers et employés de la compagnie ou les individus à charge ou parents de ces personnes et d'accorder des pensions et allocations.

Montréal, le 10 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5609-50-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis est par les présentes donné par la ville de Val d'Or qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale à l'effet de lui permettre de donner en garantie des obligations qu'elle pourrait légalement émettre, toutes ou partie des sommes payables à la ville de Val d'Or par la compagnie Sigma Mines (Québec)

molition of buildings; automatic locks; sale of merchandise for certain purposes; budget; capital expenditures; outlays and expenses on local improvement rolls; finances; revenue from the sale of immovables; working capital; deferred expenditures; loan for purchase of machinery etc.; expenditures for repairs to pavings; taxes; exemptions; educational establishments; business tax; butchers; sheet metal and roofing experts; rooming-houses; delay for claiming church assessments; exemption re homologated lines; water tax; levy upon proprietors; sales tax; income tax; Hampstead forming part of territory; assessors' office; appointment; recall; salaries; definition of real value; valuation of buildings in course of construction; tax roll; rental value; board of revision; composition; appointment; powers; appeals; complaints re religious denominations; plan of streets, lanes etc.; expropriations; local improvement instalments; macadam or asphalted macadam pavings; claims; falls; private drains; insufficiency of sewers; automobile accidents; swearing of claimants; contribution to winter crossings; right of way of certain vehicles; buildings on Pie IX boulevard; auction sales; apportionment of cost of water mains; insurance fund re workmen's accidents; qualifications of councillors; obligations resulting from annexations; obligation, in certain contracts, to lay sidewalks; restrictions as to sale, leasing etc. in certain contracts; exemption re cost of sewer; water mains in other municipalities; electricity supply; contract etc.; Quebec Municipal Commission Act; notices of claims and actions; sale of immovables; cost of sewer on Jean-Talon street; ratification of certain deeds, resolutions, agreements; rolls; plans etc.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 14th December 1940. 5622-50-4-o

Application to the Legislature on behalf of Saguenay Terminals Limited.

Notice is hereby given that Saguenay Terminals Limited, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain an Act to amend its charter for the following purposes:

To make provisions for the increase or decrease of the number of Directors and their quorum, and to give to the Company the power to establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, superannuation funds, pensions funds and other conveniences calculated to benefit the officers and employees and ex-officers and ex-employees of the Company or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances.

Montreal, December 10th. 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5610-50-4-o Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that the Town of Val d'Or will petition the Legislature of Quebec at its next session, praying that a special Act be enacted, to the effect of giving said Town, of Val d'Or, powers to allocate whole or part of the sums of money payable to said Town by the Company Sigma Mines (Québec) Limited in virtue of Act 4, Geo. VI, Chap. 96, Section 1,—to guarantee an

Limited sous l'autorité de la Loi 4 Geo. VI, chapitre 96, section 1 et l'amendement de la Loi des Cités et Villes quant aux articles suivants:

Article 124:

Fixation du cens d'éligibilité pour les échevins et le maire.

Article 446:

Imposition de taxes d'eau sur les lots bâtis et non-bâtis nonobstant 4 George VI, Chap. 96, Article 4.

Daté à Val d'Or, ce 17 décembre 1940.

La Ville de Val d'Or,

Le secrétaire-trésorier,

5649-51-4-o

H. A. SOUCY.

issue of Bonds to be legally issued and also to amend the Cities and Town's Act as far as the following articles are concerned:

Article 124:

To establish the qualifications of the candidate for aldermen and Mayor.

Article 446.

To impose water tax on lots built upon and on lots not built upon, notwithstanding, Geo. VI, Chap. 96, Art. 4.

Dated at Val d'Or this 17th day of December 1940.

The Town of Val d'Or,

H. A. SOUCY,

Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi constituant en une nouvelle corporation les chiropraticiens qualifiés de la province de Québec, réglementant l'admission à l'étude et l'exercice de la chiropratique et conférant à ladite corporation certains droits, obligations et pouvoirs touchant sa régie interne, la discipline et la bonne conduite de ses membres, les examens et autres qualifications requises pour être admis dans ladite corporation et autres objets accessoires.

L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated.

J.-M. GAUDET,

President,

W.-L. MARCOTTE,

Secrétaire.

5655-51-4-o

Notice is hereby given that "L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated" will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act to incorporate into a new corporation the qualified chiropraticiens of the Province of Québec, regulating admission to the study and practice of chiropody and conferring upon the said corporation certain rights, obligations and powers respecting its internal government, the discipline and good conduct of its members, the examinations and other qualifications required to be admitted into the said corporation, and for other accessory purposes.

L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated.

J. M. GAUDET,

President,

W. L. MARCOTTE,

Secretary.

5656-51-4

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Longueuil, corporation légalement constituée ayant son principal bureau et place d'affaires en la Cité de Longueuil, district de Montréal, fera application à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de ratifier et confirmer suivant ses termes, et déclarer légaux, valides et obligatoires à toutes fins que de droit, les règlements Nos. 384 et 385 concernant la réorganisation financière de la dite Cité, et autres fins s'y rattachant.

Montréal, le 16 décembre 1940.

Le procureur de la requérante,

5653-51-4-o

PHILIPPE LAMARRE.

Notice is hereby given that the City of Longueuil, a corporation duly incorporate, having its principal place of business in the City of Longueuil, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for a special act in order to ratify and confirm and also declare legal, valid and compulsory à toutes fins que de droit, by-laws Nos. 384 and 385 concerning the financial reorganization of the City of Longueuil, and for other purposes.

Montreal, December 16th 1940.

PHILIPPE LAMARRE,

Attorney for petitioner.

5654-51-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant et approuvant le règlement No 375 de la Cité de Grand'Mère ainsi qu'une résolution des dits Commissaires d'Ecoles passée et adoptée le 2 décembre 1940; le dit règlement pourvoyant, pour une période de dix ans (a) à l'évaluation de certains biens de "The Shawinigan Water & Power Company" et de "Consolidated Paper Corporation Limited", (b) à une contribution annuelle qui devra être versée à la dite Cité par les dites compagnies (c) à la continuation des fonctions de certains officiers de la dite Cité;

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère and the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère in the county of Champlain will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the adoption of an act ratifying and approving by-law No. 375 of the City of Grand'Mère and a resolution of the said School Commissioners voted and adopted on the 2nd of December 1940; the said by-law providing, for a period of ten years (a) for the valuation of certain properties of The Shawinigan Water & Power Company and of Consolidated Paper Corporation Limited, (b) for an annual contribution to be paid to the said City by the said companies, (c) for the continuation of the functions of certain officials of the said City; and the said resolution accepting the

et la dite résolution acceptant la même évaluation pour toutes fins d'imposition scolaire pendant la même période.

Grand'Mère, 17 décembre 1940.

Le procureur des Requérants,
5709-51-4-o LEOPOLD PINSONNAULT.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, ainsi que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Notre-Dame du Mont-Carmel dans le Comté de Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 63 adopté le 18 septembre 1940 par le Conseil de la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel ainsi qu'une résolution adoptée par lesdits Commissaires d'Écoles le 20 octobre 1940; le dit règlement et la dite résolution pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans de certaines propriétés de la "The Shawinigan Water & Power Company", corps politique ayant sa principale place d'affaires en la cité et district de Montréal.

Les Trois-Rivières, le 17 décembre 1940.

Le procureur des Requérants,
5711-51-4-o FRANÇOIS LAJOIE.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Etienne des Grès, ainsi que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Etienne des Grès dans le Comté de St-Maurice, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 37 adopté le 4 novembre 1940 par le conseil de la dite paroisse de St-Etienne des Grès, ainsi qu'une résolution adoptée par lesdits Commissaires d'Écoles, le 3 décembre 1940; le dit règlement et la dite résolution pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans de certaines propriétés de la "The Shawinigan Water & Power Company" corps politique ayant sa principale place d'affaires en la cité et district de Montréal.

Trois-Rivières, le 17 décembre 1940.

Le procureur des Requérants,
5713-51-4-o FRANÇOIS LAJOIE.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Ville de Richmond, Comté de Richmond, fera application à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, pour la passation d'une Loi déterminant que la dite Ville sera divisée en trois (3) quartiers au lieu de quatre (4) quartiers, que le nombre de conseillers municipaux sera de six (6) au lieu de sept (7) et que l'élection de trois (3) de ses conseillers aura lieu à chaque année.

Richmond, ce 17 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5715-51-4-o GAGNE & DESMARAIS.

Avis public est par le présent donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements aux fins: 1°. De mieux définir ce que comprend la valeur réelle des immeubles imposables dans la municipalité; 2°. De modifier les pouvoirs des estimateurs relativement au rôle d'évaluation; 3°. De permettre le paiement des taxes en quatre versements les premier janvier, mars, mai et juillet de chaque année; 4°. De permettre au trésorier de la Cité de faire la

same valuation for all purposes of school taxation during the said period.

Grand'Mère, December 17, 1940.

LEOPOLD PINSONNAULT,
5710-51-4-o Attorney for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of Notre Dame du Mont Carmel, as well as the School Commissioners for the Municipality of Notre Dame du Mont Carmel, in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session, to ask for the passing of an act ratifying by law No. 63, adopted on the 18th of September 1940, by the Council of the said Parish of Notre Dame du Mont Carmel, as well as a resolution adopted by said School Commissioners, on the 20th of October 1940; the said by-law and resolution providing for a fixed valuation, for a period of ten years, of certain properties of "The Shawinigan Water & Power Company" a body politic having its principal place of business in the City and District of Montreal.

Trois Rivières, December the 17th, 1940.

FRANÇOIS LAJOIE,
5712-51-4-o Attorney for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Etienne des Grès, as well as the School Commissioners for the municipality of St. Etienne des Grès, in the County of St. Maurice, will apply to the Legislature, at its next session, to ask for the passing of an act ratifying By-law No. 37 adopted on the 4th of November 1940, by the Council of the said Parish of St. Etienne des Grès, as well as a resolution adopted by the said School Commissioners on the 3rd of December 1940, the said By-law and resolution providing for a fixed valuation for a period of ten years, of certain properties of The Shawinigan Water & Power Company, a body politic having its principal place of business, in the city and District of Montreal.

Trois-Rivières, December the 17th, 1940.

FRANÇOIS LAJOIE,
5714-51-4-o Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Town of Richmond, County of Richmond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of a Law to the effect that the said Town will be divided into three (3) wards instead of four (4) wards, that the number of councillors be six (6) instead of seven (7) and that three of its councillors be elected each year.

Richmond, this 17th day of December, 1940.

GAGNE & DESMARAIS,
5716-51-4-o Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an Act amending its Charter 9 Edward VII, Chapter 86 and amendments, for the following purposes: 1°. To better define what comprises the actual value of the assessable immovables in the municipality; 2°. To modify the powers of the assessors in relation to the valuation roll; 3°. To allow the payment of taxes in four instalments on the first day of the months of January, March, May and July of each year; 4°. To allow the treasurer of the city to demand

demande de paiement des taxes au moyen d'un avis déposé à la poste sous pli recommandé; 5°. D'inclure la Cité de Lachine dans le territoire désigné dans la section 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 112 et amendements; 6°. D'autoriser la Cité: a) A décréter la fermeture de ses rues; b) A imposer une taxe sur les bicyclettes, les automobiles et les radios; c) A changer les commerces et manufactures qui peuvent être exercés dans les zones résidentielles; 7°. De permettre la vente des terrains vacants de la Cité par vente privée; 8°. De changer le mode d'élection des membres du conseil municipal; et pour autres fins.

Et avis est, de plus donné que lors de la considération du Bill de la Cité de Montréal, par le Comité de la dite Législature, la Cité proposera un amendement à ce Bill au même effet d'inclure la Cité de Lachine dans le territoire désigné dans la section 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 112.

Montréal, 17 décembre 1940.

Les procureurs de la Cité de Lachine,
5725-51-4-o SYLVESTRE & PELLETIER.

the payment of taxes through a notice sent by registered mail; 5°. To include the City of Lachine in the territory designated in section 13 of the law 25-26 George V, Chapter 112 and amendments; 6°. To authorize the City: a) To decree the closing of its streets; b) To impose a tax on bicycles, automobiles and radios; c) To change the trades and manufactures which may be carried on in the residential zones; 7°. To allow the sale of vacant lots belonging to the City by private sale; 8°. To change the mode of election of the members of the municipal Council; and for other purposes.

Notice is further given that when the Bill of the City of Montreal is studied by the committee of the Legislature, the City will propose an amendment to that Bill to the same effect of including the City of Lachine in the territory designated in the Section 13 of the Law 25-26 George V, Chapter 112.

Montreal, December 17th 1940.

SYLVESTRE & PELLETIER,
5726-51-4-o Attorneys for the City of Lachine.

SUCCESSION DE DAME EDITH MARY WURTELE OU LINDSAY.

Avis est donné par les présentes que Madame Gertrude Jean Crawford Lindsay ou Bishopric, de la Cité de Québec, et the Royal Trust Company, comme fiduciaires et exécuteurs nommés par le testament de feu Dame Edith Mary Wurtele ou Lindsay, en son vivant de la Cité de Québec, fait en la forme dérivée de la loi d'Angleterre, à Kingsmere, P. Q., le 21 septembre 1936, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi déclarant suffisante l'attestation du dit testament et autorisant l'exécution d'icelui.

Québec, le 18 décembre 1940.

Les procureurs des Requérants,
ST. LAURENT GAGNÉ DEVLIN & TASCHEREAU,
5729-51-4-o

ESTATE OF MRS. EDITH MARY WURTELE OR LINDSAY.

Notice is hereby given that Mrs. Gertrude Jean Crawford Lindsay or Bishopric, of the City of Quebec, and the Royal Trust Company, as Trustees and Executors appointed by the Will of the late Mrs. Edith Mary Wurtele or Lindsay, in her lifetime of the City of Quebec, made in the form derived from the laws of England at Kingsmere, P. Q., on the 21st September, 1936, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act declaring sufficient the attestation of the said Will and authorizing the execution thereof.

Quebec, 18th December 1940.

ST. LAURENT GAGNÉ DEVLIN & TASCHEREAU,
5730-51-4-o Attorneys for Petitioners.

Canada, Province de Québec

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de Louiseville, s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session, pour faire passer un Bill, amendement sa Charte, la loi 12 Geo. V, Chap. 113, telle qu'amendée par 25-26 Geo. V, Chap. 129, pour ratifier des contrats de transaction et déclarations de règlement, signés par "La Ville de Louiseville", et "The Associated Textile Co. of Canada Ltd", et produits dans les dossiers des causes No 11989 et No 12004, de la Cour de Magistrat pour le district des Trois-Rivières, et déterminer la valeur imposable des propriétés immobilières de la Compagnie susdite.

Pour autoriser le conseil de la ville de Louiseville, et la Commission Scolaire de Louiseville, à corriger ses rôles d'évaluation et de perception, en vigueur pour les années fiscales 1939 et 1940.

Pour obtenir des pouvoirs plus étendus.

Louiseville, le 18 décembre, 1940.

LA VILLE DE LOUISEVILLE,

Par: CHAS. HEATON,
Maire.

J. MIVILLE LESAGE, JEAN-PAUL CHEVALIER,
Procureur de la requérante. Greffier.
5727-51-4-o

Canada, Province of Quebec

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Louiseville, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act, amending its charter, Act 12 Geo. V. Chap. 113, as amended by 25-26 Geo. V. Chap. 129, to ratify business contracts and declarations of By-laws, signed by "La Ville de Louiseville", and "The Associated Textile Co. of Canada Ltd" and filed in the Records of Cases No. 11989 and No. 12004, of the Magistrate's Court for the district of Trois-Rivières, and to determine the taxable value of the immovable properties of the aforesaid company.

To authorize the Council of the Town of Louiseville, and the School Commission of Louiseville, to correct their valuation and collection rolls, in force for the fiscal years 1939 and 1940.

To obtain more extensive powers.

Louiseville, December 18, 1940.

THE TOWN OF LOUISEVILLE,

Per: CHAS. HEATON,
Mayor.

J. MIVILLE LESAGE, JEAN PAUL CHEVALIER,
Attorney for petitioner. Clerk.
5728-51-4

Avis est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi spéciale aux fins suivantes:

Amender la Loi 20 Geo. V, chap. 118 en retranchant la 2^{ème} partie du paragraphe 1^{er} de l'article 10, et qui commence par les mots "Toutefois les taxes municipales etc."; modifier la Loi des cités et villes pour la dite Cité sur les matières suivantes:—amender l'article 526 de la dite Loi en augmentant le maximum ainsi que la taxe des compagnies d'utilités et services publics, fixer un taux suivant l'importance du chiffre d'affaires; accorder un escompte sur les taxes; réglementer les nuisances, déchets, ferrailles, enseignes-réclames, les vieilles bâtisses, la circulation, le droit de vote des locataires; déterminer à quelle distance des trottoirs on ne peut bâtir; imposer une taxe de vente sur les liqueurs alcooliques.

A) Réglementer la taxe d'eau, d'égout, pavages et trottoirs imposée en permanence et perçue de la manière prescrite comme les taxes générales et avec le même privilège que la taxe foncière.

B) Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges, de la neige, nettoyer et arroser les rues et imposer une taxe sur tout propriétaire, locataire ou occupant pour en défrayer le coût et la manière de la percevoir; et autres fins.

Chicoutimi, 18 décembre 1940.

Le procureur de la requérante,

5733—51-4-o

J.-C. GAGNÉ.

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature at its next Session for the passing of a Special Act for the following purposes:

To amend the Act 20 Geo. V, chap. 118 by deleting the 2nd part of the 1st paragraph of Section 10, which begins with the words "However, the annual municipal taxes etc."; amend the Cities and Towns' Act for the said City with regard to the following matters:—amend Article 526 of the said Act by increasing the maximum as well as the tax for public utilities and service companies, fix a rate, based on the importance of the business figures; to grant a discount on taxes; regulate nuisances, rubbish, scrap iron, bill-boards, old buildings, traffic, tenants' voting right; to determine at what distance from sidewalks we may build; to levy a sales tax on alcoholic liquor.

A) To regulate the water, sewer, pavings' and sidewalks' tax, permanently levied and collected in the manner prescribed for general taxes and with the same privilege as ground tax.

B) To provide for the removal of garbage and, snow, clean and sprinkle the streets and levy a tax on any proprietor, tenant or occupant to defray the cost of same and the mode of collecting the said tax; and for other purposes.

Chicoutimi, December 18th., 1940.

J. C. GAGNÉ,

5734—51-4

Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que La Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander que sa charte soit amendée: pour modifier, remanier et exercer autrement son pouvoir de taxation; pour approprier des deniers aux dépenses annuelles; pour obtenir le pouvoir d'emprunter des sommes nécessaires à l'administration de la cité pour l'année fiscale de 1941.

Par ordre,

Le greffier,

5737-51-4-o

ARTHUR BELIVEAU.

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature, at its next session, for amendment to its charter: to alter, change and exercise differently its powers of taxation; to appropriate moneys to annual expenses; to obtain power to borrow the amounts required for the administration of the City, for the fiscal year of 1941.

By Order,

ARTHUR BELIVEAU,

5738-51-4

Clerk.

Avis est, par les présentes, donné que Messieurs Néopol Charbonneau, Frank Randall Clarke, Sherrard James Davies, Horace Théo. Lachapelle, Ovila Lafontaine, J.-Albéric Pariseau et Ambrose Vernham s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi pour détacher de la Municipalité de Ste-Dorothée, comté de Laval, cette partie du territoire connue et désignée comme étant les numéros de cadastre 236, 237, 238 et 239 de la Paroisse Ste-Dorothée et d'incorporer en municipalité de ville ledit territoire, suivant la loi des cités et villes, Statuts Refondus, 1925, Chapitre 102.

Le 20 décembre, 1940.

Les procureurs des Requérants,

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU & CHARLEBOIS.

5811-52-4-o

Notice is hereby given that Messrs. Neopol Charbonneau, Frank Randall Clarke, Sherrard James Davies, Horace Theo. Lachapelle, Ovila Lafontaine, J. Albéric Pariseau and Ambrose Vernham will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain a law to separate from the Municipality of Ste-Dorothée, county of Laval, that part of the territory known and designated under cadastral numbers 236, 237, 238 and 239 of the Parish of Ste-Dorothée and to incorporate the said territory as a town, according to the provisions of the cities and towns' act Revised Statute of 1925, Chapter 102.

December the 20th, 1940.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU & CHARLEBOIS,
Attorneys for Petitioners.

5812-52-4-o

Avis public est donné par les présentes que: Henry de G. Domville, Charles de-L. Domville et Anne de B. Domville, tous trois de la Cité de Montréal, et Jacques Certain de Beaujeu de la ville de Briançon, Département des Hautes Alpes, France, en leur qualité d'arrière petits enfants, héritiers ayants droit, appelés à la substitution créée par le testament de Dame Adélaïde, Catherine Aubert de Gaspé, veuve de l'Honorable George René Saveuse de Beaujeu en son vivant de la dite Cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session

Public notice is hereby given that Henry de G. Domville, Charles de L. Domville and Anne de B. Domville, all three of the City of Montreal, and Jacques Certain de Beaujeu of the Town of Briançon, Department des Hautes Alpes, France, in their quality of great grandchildren, heirs ayants droit, substitutes under the substitution created by the Will of Dame Adélaïde Catherine Aubert de Gaspé, widow of the late Hon. George René Saveuse de Beaujeu, in his lifetime of the City of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for an

pour l'adoption d'une loi à l'effet de pourvoir au remplacement des Exécuteurs et Administrateurs de la dite Succession; aux modes de transmission, d'administration, de séparation des biens, de reddition de compte et débats éventuels sur ces matières; au mode de nomination des dits Exécuteurs Administrateurs; à leur rémunération; leurs pouvoirs et leurs obligations; à toute matière se rattachant et pour donner effet à ce que ci-dessus; et couvrant disposition concernant les frais et déboursés de la dite législation.

Montréal, ce 23 décembre 1940.

Les procureurs des requérants,
BLAIN & FAUTEUX.

5819-52-4-o

Act providing for the replacement of the Executors and Administrators of the said Estate; for modes of transmission, administration and of division of assets and to account and of contestation on these matters; the way in which they will be appointed, their remuneration, their powers and obligations; for all other matters connected to and to give effect to above and also containing stipulations as to the payment of the fees and disbursements incurred in connection with the said bill.

Montreal, December 23rd 1940.

BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for petitioners.

5820-52-4-o

Avis public est par les présentes donné que MM. Donald R. Patton, comptable, Jean Paul Rolland, gérant, Robert R. Thompson, professeur, Percy W. Wright, Lorenzo Bélanger, Réginald W. Louthood, H. Walton Blunt et Paul Kellog, comptables, du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'incorporation d'une association de comptables sous le nom de "L'Association des Comptables Industriels" et pour définir les pouvoirs de cette Corporation et les privilèges de ses membres.

Montréal, le 24 décembre 1940.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.

41-1-4-o

Public notice is hereby given that Messrs. Donald R. Patton, Accountant, Jean Paul Rolland, General Manager, Robert R. Thompson, Professor, Percy W. Wright, Lorenzo Bélanger, Reginald W. Louthood, H. Walton Blunt and Paul Kellog, Accountants, all of the District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the incorporation of an Accountants' Association under the name of "Society of Cost and Industrial Accountants" and to determine the powers of that Corporation and the privileges of its members.

Montreal, December 24th, 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for the Applicants.

42-1-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Les Cleres paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur" s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi aux fins d'amender leur charte, la loi 12 Victoria, chapitre 144, et les lois qui l'amendent, de constituer en corporations distinctes "Les Cleres de Saint-Viateur de Joliette", "Les Cleres de Saint-Viateur de Montréal", "Le Séminaire de Joliette", et "Le Collège Bourget", de définir les droits et pouvoirs de ces diverses corporations, de transférer les biens des requérants aux dites corporations et à toutes autres fins incidentes.

Montréal, le 23 décembre 1940.

Les procureurs des requérants,
TELLIER & TELLIER,

43-1-4-o

Avocats.

Public notice is hereby given that "Les Cleres paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of amending their charter, the Act 12 Victoria, chapter 144, and the Acts amending the same, to incorporate into a separate corporation "Les Cleres de Saint-Viateur de Joliette", "Les Cleres de Saint-Viateur de Montréal", "Le Séminaire de Joliette" and "Le Collège Bourget", to define the rights and powers of these various corporations, to transfer the property of the petitioners to the said corporations, and for any other incidental purposes.

Montreal, December 23rd, 1940.

TELLIER & TELLIER,
Advocates,
Attorneys for the Petitioners

44-1-4

Avis public est, par les présentes, donné que Didier Alphonse Pesant et Dame Aldea Dagenais son épouse, tous deux de la Ville de St-Léonard de Port-Maurice, dans le district de Montréal, époux commun en biens en vertu de leur contrat de mariage et Didier Pesant, du même lieu, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, l'adoption d'une loi amendant leur contrat de mariage, leur permettant d'aliéner leurs biens meubles et immeubles et de tester.

Montréal, le 30 décembre 1940.

Les procureurs des Requérants,
SYLVESTRE & PELLETIER.

75-1-4-o

Public notice is hereby given that Didier Alphonse Pesant and Mrs. Aldea Dagenais, his wife, both of the town of St-Léonard de Port-Maurice, in the district of Montreal, common as to property in virtue of their marriage contract and Didier Pesant, of the same place, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act, amending their marriage contract and permitting them to alienate their moveables and immoveables and to make a will.

Montreal, this 30th day of December 1940.

SYLVESTRE & PELLETIER,
Attorneys for Petitioners.

76-1-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du Village de Montebello et la Commission Scolaire de la Municipalité Scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour une Loi ratifiant et confirmant le Règlement numéro 184 de la dite municipalité, et une résolution passée par la dite Commission Scolaire le 3 décembre 1940, et un contrat intervenu entre la dite municipalité et Seignior Club

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Montebello and the School Commission of the School Municipality of Montebello, in the County of Papineau, will apply to the Legislature at its next Session for an Act to ratify and confirm By-law number 184 of the said Municipality, and a resolution passed by the said School Commission on the 3rd December, 1940, and a contract entered into between the said Municipality and

Community Association Limited, avec la dite Commission Scolaire comme intervenante, passé le 21 décembre 1940 devant Me J. L. Blain, N.P., sous le numéro 3524 de ses minutes, lesquels règlement, résolution et contrat traitent du renouvellement d'un contrat intervenu le 23 juin 1930 au sujet d'un système d'aqueduc dans le Village de Montebello, de l'évaluation pour fins municipales et scolaires des propriétés de Seignior Club Community Association Limited et de la perception des taxes municipales par la Municipalité de Seignior Club Community Association Limited.

Montréal, 23 décembre 1940.

Les procureurs des Requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON
45-1-4-o & HOWARD.

the Seignior Club Community Association Limited, with the said School Commission as intervenant, executed on the 21st day of December, 1940, before Mre. J. L. Blain, N.P., under number 3524 of his minutes, which By-law, Resolution and Contract deal with the renewal of a contract, entered into on the 23rd June, 1930, for the supply of water to the Village of Montebello, the valuation for Municipal and School purposes of the property of the Seignior Club Community Association Limited and the collection by the Municipality of Municipal Taxes from the Seignior Club Community Association Limited.

Montreal, 23rd December, 1940.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON
& HOWARD,
46-1-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Boris L. Kouterov, Valentine Zoukim, Philips Harit, John Zuke, Timothy Burdickoff, John Burdickoff, et Gregory Mazurt, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session afin de demander l'adoption d'une loi spéciale les constituant en corporation sous le nom de St. Nicolas Russian Orthodox Church.

Montréal, ce 23ième jour de décembre, 1940.

Le procureur des requérants,
47-1-4-o J. BRUNO NANTEL.

Public notice is hereby given that Boris L. Kouterov, Valentine Zoukim, Philips Harit, John Zuke, Timothy Burdickoff, John Burdickoff and Gregory Mazurt, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session to ask for the adoption of a special law incorporating them under the name of "St. Nicolas Russian Orthodox Church".

Montreal, December 23rd, 1940.

J. BRUNO NANTEL,
48-1-4 Attorney for the Petitioners.

Province de Québec—District de Montréal.

Province of Quebec—District of Montreal.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à la première session de 1941, pour modifier les dernières volontés et le testament de feu James McCready et une législation subséquente s'y rapportant, pour obtenir une assistance ultérieure aux petits-neveux et petites-nieces dudit feu James McCready, ses légataires universels, présentement vivants, savoir:

Dame Mary Leonard, veuve de feu Frederick Francis Langan, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, George Langan, Margaret Langan, Frederick Langan, et des suivants, majeurs, Redmond Langan, Wilburt Stuart, Leonard Mulligan, et William Mulligan.

Montréal, le 23 décembre 1940.

Les procureurs des requérants,
49-1-4 COONAN & PLIMSOLL.

Public notice is hereby given that application to the Legislature of the Province of Quebec will be made at the first Session of 1941 to modify the Last Will and Testament of the late James McCready and subsequent legislation dealing therewith, for the further relief of the grand-nephews and the grand-nieces of the said late James McCready, his universal legatees, presently alive, namely:

Dame Mary Leonard, widow of the late Frederick Francis Langan, in her capacity as tutrix to her minor children, George Langan, Margaret Langan, Frederick Langan, Edward Langan, and the following of the full age of majority, Redmond Langan, Wilburt Stuart, Leonard Mulligan, and William Mulligan.

Montreal, December 23rd, 1940.

COONAN & PLIMSOLL,
50-1-4-o Attorneys for the Applicants.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board and property

Province de Québec, District d'Iberville, Cour Supérieure. No 4503. Marie-Louise Baril, de la paroisse de St-Alexandre, district d'Iberville, épouse contractuellement commune en biens de Johnny Martel, récemment du même lieu, et actuellement de Frelishburg, district de Bedford, demanderesse; vs Johnny Martel, de Frelishburg, district de Bedford, défendeur.

Une action en séparation (de corps et) de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour de novembre 1940.

Saint-Jean, P.Q., ce 14 décembre, 1940.

Le procureur de la demanderesse,
31-o ALCIDE COTÉ.

Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court. No. 4503. Marie Louise Baril, of the parish of St-Alexandre, district of Iberville, wife common as to property by marriage contract of Johnny Martel, recently of the same place, and actually of Frelishburg, district of Bedford, plaintiff, vs Johnny Martel, of Frelishburg, district of Bedford, defendant.

A suit for separation (as to bed and) of property has been taken in this case on the fifteenth day of November 1940.

St-Jean, P.Q., December 14th, 1940.

ALCIDE COTÉ,
32-o Attorney for Plaintiff.

Assurances

Insurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la Paroisse de St-Edmond de Coaticook" dans le comté de Stanstead, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce trentième jour de décembre 1940.

Service des Assurances, Département du Trésor, Québec, P. Q.

Le Surintendant des Assurances,

GEORGES LAFRANCE,

69-1-2-o

Pour le Trésorier de la Province.

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la Paroisse de St. Edmond de Coaticook" in the county of Stanstead has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, S.R.Q. 1925), this thirtieth day of December 1940.

Insurance Branch, Treasury Department, Quebec, P. Q.

GEORGES LAFRANCE,

Superintendent of Insurance,

70-1-2-o

For the Treasurer of the Province.

AVIS DE FORMATION D'UNE SOCIÉTÉ CHARITABLE

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Quebec Seamen's Institute" a été autorisée par un Arrêté Ministériel, portant le No 4445 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Le but de la dite société est déclaré être: au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, de fournir des chaubres et autres accommodations aux marins séjournant dans le Port de Québec, où ils peuvent se rassembler et passer leur temps de façon profitable et exempts de la tentation et du vice.

Le siège principal d'affaires de la société est fixé dans la cité de Québec.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 60 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-septième jour de décembre 1940.

Le Surintendant des assurances,

GEORGES LAFRANCE,

83-o

Pour le Trésorier de la Province.

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Quebec Seamen's Institute" has been authorized by an Order in Council, bearing No. 4445 approved by the Lieutenant-Governor, on the 24th of December 1940.

The purposes of the said Association are stated to be: by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or other donations from its members or from the public, for rooms and facilities where seamen in the Port of Quebec may congregate and pass their time profitably free from temptation and vice.

The Head-Office of the Association is stated to be in the City of Quebec.

Given pursuant to the provisions of paragraph 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this twenty-seventh day of December 1940.

GEORGES LAFRANCE,

Superintendent of Insurance,

84-o

For the Treasurer of the Province.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Canada, Province de Québec

Canada, Province of Quebec,

VILLE DE FARNHAM

TOWN OF FARNHAM

Avis public est présentement donné par le conseil municipal de la Ville de Farnham, que dans le mois suivant la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, il présentera, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, une requête à l'effet d'obtenir l'émission de lettres patentes, modifiant la charte de cette ville, en abrogeant les dispositions de la section 37 du

Public notice is hereby given by the Municipal Council of the Town of Farnham, that in the month following the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it will present to the Lieutenant-Governor in Council, a petition for the purpose of obtaining the issue of letters patent, amending the charter of the said Town, by revoking the provisions of Section 37

statut 2 Geo. V (1912) ch. 67 qui spécifie un droit limité de taxer certains commerces, manufactures, établissements financiers, occupations, arts, professions, métiers ou moyens d'existence et ce, de façon à soumettre à ce sujet, la Ville de Farnham aux dispositions générales de la Loi des Cités et Villes.

Farnham ce 12 décembre 1940.

Le procureur du conseil municipal de
la Ville de Farnham,
5735-51-4-0 ANATOLE GAUDET, C.R.

HARMONIE CALIXA LAVALLÉE DE SOREL INCORPORÉE

Avis public est par les présentes donné que conformément à une résolution adoptée le neuf décembre, 1940, au cours de l'assemblée générale de l'"Harmonie de Sorel, Incorporée", le nom ci-dessus mentionné de cette association a été changé en celui de "Harmonie Calixa Lavallée de Sorel Incorporée".

Signé à Sorel, ce seize décembre, 1940.

HARMONIE CALIXA LAVALLÉE DE SOREL,
INCORPORÉE,
Le secrétaire,
33-0 FERNAND POLIQUIN.

"VANTAGE MINES (QUEBEC) LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que le règlement No 46 a été décrété par les directeurs de la compagnie "Vantage Mines (Quebec) Limited" le 20 décembre 1940, en vertu des dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la corporation entre ses actionnaires.

Montréal, le 23 décembre 1940.

Le secrétaire,
39 JAMES G. MacGREGOR.

Avis est donné que, par un arrêté ministériel du 24 décembre 1940, les règlements de "L'Assistance Fraternelle" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1925, chapitre 223, tel qu'édité par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 30 décembre 1940.

Le Sous-secrétaire de la Province,
57-0 JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société sous le nom de "La Corporation des Bijoutiers de la Cité de Québec—City of Quebec Jewellers' Corporation", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 décembre 1940.

Le siège social de la Corporation sera en la cité de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
71-0 JEAN BRUCHESI.

of the Statute 2 Geo. V (1912) ch. 67, which specifies a limited right to tax certain trades, manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a livelihood; and this, in such manner as to subject the Town of Farnham, in this regard, to the general provisions of the Cities' and Towns' Act.

Farnham, December 12, 1940.

ANATOLE GAUDET, K.C.,
Attorney for the Municipal Council of
the Town of Farnham.
5736-51-4

HARMONIE CALIXA LAVALLÉE DE SOREL INCORPORÉE

Public notice is hereby given that according to a resolution adopted on December 9th, at "Harmonie de Sorel Incorporée" general meeting, the name above mentioned of this association was changed for "Harmonie Calixa Lavallée de Sorel Incorporée".

Signed at Sorel, this 16th of December, 1940.

HARMONIE CALIXA LAVALLÉE DE SOREL,
INCORPORÉE,
FERNAND POLIQUIN,
Secretary.
34-0

VANTAGE MINES (QUEBEC) LIMITED"

Notice is hereby given that By-law No. 46 was enacted by the Directors of Vantage Mines (Quebec) Limited on December 20th, 1940 under the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the corporation among its Shareholders.

Montreal, December 23rd, 1940.

JAMES G. MacGREGOR,
Secretary.
40-0

Notice is hereby given that by Order in Council dated December 24th, 1940, the by-laws of "L'Assistance Fraternelle" have been approved pursuant to the provisions of article 207B of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1925, chapter 223, as enacted by 23 George V, chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of December, 1940.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
58

The formation of an association under the name of "La Corporation des Bijoutiers de la Cité de Québec—City of Quebec Jewellers' Corporation", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province under date the 30th December, 1940.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Québec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
72

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1940 et

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th Decem-

présentées avant le 28 janvier 1941, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 janvier 1941 et reçues avant le 22 janvier 1941, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 février 1941.

Québec, le 28 novembre 1940.

5377-48-6-o

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

ber, 1940, and introduced before the 28th January, 1941, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th January, 1941, and received before the 22nd January, 1941, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 11th February, 1941.

Québec, 28th November, 1940.

5378-48-6-o

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "A. Janin Building Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de décembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,
15 Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Ferronnerie Angers Ltée—The Angers Hardware Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de décembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de décembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,
17-o Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L. Corriveau, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de décembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,
19-o Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "A. Janin Building Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth day of March, 1928.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,
16-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Article 25, and subject to the liability enacted by Article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Ferronnerie Angers Ltée—The Angers Hardware Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of December, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,
18 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L. Corriveau, Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty third day of May, 1932.

Notice is also given that from and after the twenty first day of December, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,
20 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Maurice Airways Limited",

"St. Maurice Airways Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de décembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,
21 Assistant-procureur général.

"PARAY GOWNS LIMITÉE".

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Paray Gowns Limitée", constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec en date du 23 novembre 1931, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 20 décembre 1940.

Les procureurs de la compagnie dite
"PARAY GOWNS LIMITÉE".
35-o RAPPAPORT & FEIGELSON.

"VANTAGE MINES (QUEBEC) LIMITED"

AVIS

La compagnie "Vantage Mines (Quebec) Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il plaira au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de fixer.

Montréal, le 23 décembre 1940.

Le secrétaire,
37 JAMES G. MacGREGOR.

DORIUS MÉNARD LIMITÉE

Avis est donné par les présentes que Dorius Ménard Limitée, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera incessamment à l'Honorable Procureur Général et à son honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 30 décembre 1940.

DORIUS MÉNARD LIMITÉE,
Par GERMAIN MÉNARD,
73-o Secrétaire.

incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of May, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of December, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,
22-o Deputy Attorney General.

"PARAY GOWNS LIMITÉE".

Notice is hereby given that "Paray Gowns Limitée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated November 23rd, 1931 will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, December 20th, 1940.

RAPPAPORT & FEIGELSON,
Attorneys for
36-o "PARAY GOWNS LIMITÉE".

VANTAGE MINES (QUEBEC) LIMITED

NOTICE

Vantage Mines (Quebec) Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Montreal, December 23rd, 1940.

JAMES G. MacGREGOR,
38-o Secretary.

DORIUS MÉNARD LIMITÉE

Notice is hereby given that Dorius Ménard Limitée incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, granted under Part I of the Quebec Companies' Act, intends forthwith to make application to the Honourable Attorney General and to his Honour, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, December 30th 1940.

DORIUS MÉNARD LIMITÉE,
Per: GERMAIN MÉNARD,
74-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 364-38

Québec, 30 décembre 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 décembre 1940, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "la municipalité scolaire de l'Enfant-Jésus-de-Tourelle", dans le comté de Gaspé-Nord, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Les lots 28 à 49 inclusivement, du rang III, les lots 28 à 51 inclusivement du rang IV, les lots 27 à 32 et 39 à 55 inclusivement du rang V, tous du canton de Tourelle. Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Joachim.

Department of Public Instruction

No. 364-38

Quebec, December 30th 1940.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 24th of December 1940, to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of L'Enfant-Jésus-de-Tourelle", in the County of Gaspé-North, the territory hereunder described, to wit:

Lots 28 to 49 inclusively of Range III, lots 28 to 51 inclusively of Range IV, lots 27 to 32 and 39 to 55 inclusively of Range V, all of the Township of Tourelle. Said lots will be detached from the School Municipality of Saint-Joachim.

Les lots 36 à 57 inclusivement du rang VI, les lots 42 à 60 inclusivement du rang VII; les lots 42 à 63 inclusivement du rang VIII, les lots 42 à 65 inclusivement du rang IX, les lots 42 à 68 inclusivement du rang X, les lots 42 à 70 inclusivement du rang XI, les lots 1 à 43 inclusivement du rang Ruisseau-Castor-Ouest, les lots 13 à 43 inclusivement du rang Ruisseau-Castor-Est, tous du canton de Tourelle. Ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée.

Lots 36 to 57 inclusively of Range VI, lots 42 to 60 inclusively of Range VII; lots 42 to 63 inclusively of Range VIII, lots 42 to 65 inclusively of Range IX, lots 42 to 68 inclusively of Range X, lots 42 to 70 inclusively of Range XI, lots 1 to 43 inclusively of Range "Ruisseau-Castor-Ouest", lots 13 to 43 inclusively of Range "Ruisseau-Castor-Est", all of the Township of Tourelle. Said lots not belonging to any organized school municipality.

85-o

86-o

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE RICHELIEU.—BAR OF RICHELIEU.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1941.—Examinations of January 1941.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Ally	Gérard	25	Pierreville	Séminaire de Nicolet.

Saint-Jean, le 9 décembre 1940.—Saint-Jean, December 9th, 1940.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu.

ALCIDE COTÉ,

Secretary of the Bar of Richelieu.

5781-2—52-2-o

BARREAU DE RICHELIEU.—BAR OF RICHELIEU.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examen de janvier 1941.—Examinations of January 1941.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Coron	François	28	Sorel, P. Q.
Frédéric	Jean	24	Saint-Jean, P.Q.

Saint-Jean, le 16 décembre 1940.—Saint-Jean, December 16th, 1940.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu.

ALCIDE COTÉ,

Secretary of the Bar of Richelieu.

5783-4—52-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens du 14 janvier 1941.—Examinations, January 14th, 1941

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Badeaux	J.-E.	25	Montréal
2.—Barbeau	Gérard	26	Montréal
3.—Baril	Antonio	38	Montréal
4.—Beaulieu	Henri	25	St-Laurent
5.—Bernier	Arthur	25	Montréal
6.—Clermont	Yvon	23	Montréal
7.—Crevier	Bruno	25	St-Laurent
8.—Grintuch	Abram	26	Montréal
9.—Langlois	J.-S.	25	Montréal
10.—Lamieus	J.-O.-A.	24	Montréal
11.—Mercier	Maurice	24	Montréal
12.—Montplaisir	Gaston	29	Montréal
13.—Puddington	J. C.	31	Montréal
14.—Shapera	Irving	26	Montréal
15.—Thinel	Lucien	27	St-Jérôme

Montréal, le 24 décembre 1940.—Montreal, December 24th, 1940.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

ANDRÉ MONTPETIT,

Secretary of the Bar of Montreal.

29-30—1-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens du 14 janvier 1941—Examinations, January 14th, 1941

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Beullac	P. B.	23	Montréal	Collège Jean de Brébeuf
2.—Campbell	W. A.	20	Montréal	Bishop College
3.—Findlay	H. T.	24	Montréal	Westmount High School
4.—Kowalechuk	S. T.	23	Sydney, N.S.	Holy Redeemer, Whitney Pier, N. S.
5.—Schwartz	D. A.	24	Montréal	Queen's University
6.—Sellar	William	29	Montréal	McGill University
7.—Stewart	W. T.	21	Montréal	McGill University

Montréal, le 24 décembre 1940.—Montreal, December 24th, 1940.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

ANDRÉ MONTPETIT,

Secretary of the Bar of Montreal.

27-8—1-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1941—Examinations of January 1941

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Bonneau	Valérien	26	Rivière-du-Loup

Rivière-du-Loup, le 30 décembre 1940.—Rivière-du-Loup, December 30th, 1940.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

BLAISE FOURNIER,

Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

99-100—1-2-o

BARREAU DE HULL—BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1941—Examinations of January, 1941

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Chevalier	François	22	Hull
Gagnon	J.-Arthur	51	Ottawa

Hull, le 27 décembre 1940.—Hull December 27th, 1940.

Le secrétaire du Barreau de Hull,

OVILA LABELLE,

Secretary of the Bar of Hull.

25-26—1-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUÉBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de janvier 1941.—Examinations of January 1941.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bergeron	Marius	20	Québec	Collège des S.C.G. Jésumes.
Blanchette	Bernardin	24	Rivière à Pierre	Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Filion	Marcel	24	Québec	Séminaire de Québec.
Gagnon	André	19	Québec	St-Charles-Garnier.
Gagnon	Claude	18	Québec	St-Charles-Garnier.
Houde	Louis-Jos.	24	Québec	Séminaire de Québec.
Paquin	Maurice	20	Québec	Séminaire de Québec.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

JEAN REMILLARD,

Secretary of the Quebec Bar.

5805-6—52-2-o

BARREAU DE QUEBEC. — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT. — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1941. — Examinations of January 1941.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Barry	Jean-Paul	28	Québec.
Bisson	Euchide	33	Québec.
Bureau	Roland	26	Beauce-Jonction.
Levesque	Gérard	29	Québec.
Pinsonnault	Robert	23	Québec.
Roy	Marcel	30	Québec.
Vaillancourt	Gérard	30	Québec.

Le secrétaire du Barreau de Québec.

JEAN REMILLARD.
Secretary of the Quebec Bar.

5807-8-52-2-o

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, ce trois décembre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Jean Durand, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Esprit, comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Ferdinand Daniel, en son vivant notaire à Saint-Esprit, district judiciaire de Joliette.

JEAN BRUCHESI,

5497-49-5-o Sous-Secrétaire de la Province.

Quebec, this 3rd December, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jean Durand, Notary, residing and practising at Saint-Esprit, County of Montcalm, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Joseph Ferdinand Daniel, in his lifetime Notary of St-Esprit, judicial district of Joliette.

JEAN BRUCHESI,

5498-49-5 Under Secretary of the Province.

Québec, 30 décembre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 24 décembre 1940, d'accorder à Monsieur Edouard Biron, notaire, demeurant à Westmount et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Monsieur Roger Biron, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

JEAN BRUCHESI,

53-o Sous-Secrétaire de la Province.

Quebec, December 30th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated December 24th, 1940, to grant to Mr. Edouard Biron, notary, residing at Westmount and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Roger Biron, notary, who has resigned, who was practising at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,

54 Under Secretary of the Province.

Québec, 30 décembre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 24 décembre 1940, d'accorder à Monsieur Joseph-Médard Leduc, notaire, demeurant et pratiquant à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, la transmission des minutes, répertoire et index du notaire Ladislav-Charles Tassé, en son vivant de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, et du greffe du notaire Elie-L. Normandin, dont ledit Me Ladislav-Charles Tassé était cessionnaire.

JEAN BRUCHESI,

55-o Sous-Secrétaire de la Province.

Quebec, December 30th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 24th of December, 1940, to grant to Mr. Joseph-Médard Leduc, notary, residing and practising at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory and index of Notary Ladislav-Charles Tassé, in his lifetime of Beauharnois, judicial district of Beauharnois, and of the records of Notary Elie-L. Normandin, of which the said Me. Ladislav-Charles Tassé was assignee.

JEAN BRUCHESI,

56 Under Secretary of the Province.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la Province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. Témoins: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
L. P. GEOFFRION.
5379-48-6-o

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **A**TTENDU qu'une requête Nous a été
Assistant-procureur- } présentée demandant
général } qu'un certain territoire de la municipalité du
canton de Ditton, comté de Compton soit détaché et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de La Patrie" comté de Compton;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité du canton de Ditton, après cette érection une population de plus de trois cents âmes;

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various consideration, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGENE MARIE JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of the month of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.
5380-48-6-o

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **W**HEREAS application has
Deputy Attorney } been made to US re-
General } questing that a certain terri-
tory of the Municipality of the Township of Ditton, County of Compton, be detached and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of La Patrie", County of Compton;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality, and that shall remain in the Municipality of the Township of Ditton, after such erection, a population of more than three hundred souls.

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 27 novembre 1940, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Ditton, dans le comté de Compton, faisant partie des lots nos 27, 28, 29, 30, dans chacun des 4ième et 5ième rangs de l'arpentage primitif, comprenant, en référence au cadastre officiel fait pour le dit canton, les lots nos 165, 167 à 199, 201a, 201b, 202 à 237, 305 à 335, 357 à 423, tous inclusivement, et partie des lots nos 163, 164, 166, 200, 201 et 428, le dit territoire étant plus particulièrement décrit comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord du lot no 27 avec la ligne est du lot no 303; de là, dans une direction nord, les lignes est des lots nos 303, 239 et 238 jusqu'à un point de cette dernière ligne situé à 800 pieds au nord de l'angle sud-ouest du lot no 201; du dernier point décrit, une ligne traversant les lots nos 201, 200 et 166, dans une direction parallèle aux lignes sud des dits lots nos 201, 200 et 166 et se prolongeant à travers les lots nos 164 et 163 jusqu'à un point situé à 230 pieds à l'est de la ligne séparant les lots nos 163 et 164; de ce dernier point, une ligne parallèle à la dite ligne séparant les lots nos 163 et 164 et à celle séparant les lots nos 423 et 428 jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement de la ligne nord du lot no 424; de là, le dit prolongement sur une longueur de 230 pieds et les lignes nord des lots nos 424, 424a, 424c, 356a, 356 et 404 jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux comprises dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité du canton de Ditton et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de La Patrie" à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le Sous-Secrétaire de la Province,

23-o

JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires bri-

WHEREAS it is expedient to grant this request.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 27th of November, 1940, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the Township of Ditton, in the County of Compton, forming part of lots Nos. 27, 28, 29, 30, in each of the 4th and 5th ranges of the original survey, comprising, with reference to the official cadastre prepared for the said Township, lots Nos. 165, 167 to 199, 201a, 201b, 202 to 237, 305 to 335, 357 to 423, all inclusively, and part of lots Nos. 163, 164, 166, 200, 201 and 428, said territory being more particularly described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the northern line of lot No. 27 with the eastern line of lot No. 303; thence, in a northern direction, the eastern lines of lots numbers 303, 239 and 238 to a point of said latter line situate 800 feet distant on the north from the southwest angle of lot No. 201; from the last described point a line running across lots Nos. 201, 200 and 166 in a direction parallel to the southern line of lots 201, 200 and 166, and being extended through lots Nos. 164 and 163 to a point situate 230 feet distant on the east from the line dividing lots Nos. 163 and 164; from this latter point, a line parallel to the said line dividing lots Nos. 163 and 164 and to that dividing lots Nos. 423 and 428 to its point of intersection with the prolongation in the northern line of lot No. 424; thence, the said prolongation on a length of 230 feet, and the northern lines of lots Nos. 424, 424a, 424c, 356a, 356 and 404 to the starting point; said territory together with the roads, streets, lanes, water-courses or parts thereof comprised within the boundaries herein described, shall be detached from the Municipality of the Township of Ditton and erected into a separate municipality, under the name of "The Municipality of the Village of La Patrie", from and after the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

24

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions

taniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, comté de Champlain, le territoire ci-après décrit et de l'annexer à la municipalité du village d'Almaville dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, après ce démembrement, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 20 décembre 1940 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons par les présentes, que le territoire suivant, savoir:

Un territoire, situé dans la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, la partie des lots nos 917, 918 et 918a et leurs subdivisions comprises dans les limites ci-après décrites, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots nos 916 et 917 avec la limite sud-est du village d'Almaville—la dite limite sud-est du village d'Almaville étant une perpendiculaire élevée sur la ligne latérale nord-est du lot no 920 d'un point de la dite ligne distant de 1955 pieds anglais de la rive nord de la rivière St-Maurice—; de là, successivement, la dite limite sud-est du village d'Almaville jusqu'à la ligne séparative des lots nos 918a et 919; la ligne séparative des lots nos 918a et 919, en allant vers le sud-est sur une longueur de 1385 pieds anglais; une ligne parallèle à la limite sud-est du village d'Almaville et traversant les lots nos 918a, 918 et 917; enfin, la ligne séparative des lots nos 916 et 917, sur une longueur de 1385 pieds anglais, en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville et sera annexé à la municipalité du village d'Almaville, dans le comté municipal de Champlain, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos léaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de

beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS a petition Deputy Attorney General. } has been presented to us requesting us to detach from the Municipality of the Parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, County of Champlain, the territory hereinafter described, and to annex it to the Municipality of the Village of Almaville, in the same County;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled, and that there shall remain to the Municipality of the parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, after the said dismemberment, a population of more than three hundred souls

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 20th December, 1940 and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory, situate in the Seigneurie of Cap-de-la-Madeleine, comprising, with reference to the official cadastre for the Parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, that part of lots Nos. 917, 918 and 918a and their subdivisions comprised within the limits hereinafter described, namely: Starting from the point of the intersection of the division line of lots Nos. 916 and 917 with the South-East limit of the Village of Almaville—the said South-East limit of the Village of Almaville being an elevated perpendicular on the North-East lateral line of lot No. 920 of a point of the said line distant 1955 feet, English measure, from the North bank of the St-Maurice River—; thence, successively, the said South-East limit of the Village of Almaville to the division line of lots Nos. 918a and 919; the division line of lots Nos. 918a and 919, running Southeastward, for a length of 1385 feet, English measure; a line parallel with the South-East limit of the Village of Almaville and crossing lots Nos. 918a, 918 and 917; finally, the division line of lots Nos. 916 and 917, for a length of 1385 feet, English measure, running Northwestward to the starting point; the said territory, to be detached from the Municipality of the parish of Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, and to be annexed to the Municipality of the Village of Almaville, in the Municipal County of Champlain, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-

Québec, ce vingt-septième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

Par Ordre,

Le Sous-Secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

81-o

seventh day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the fifth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

82

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District Electoral d'Abitibi, à Val d'Or No 1763 } **EDGAR GROSLEAU**, hôtelier de Pascalis, district d'Abitibi, (Demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs **GERARD FRIGON**, de Montréal, district de Montréal, (Défendeur dans l'instance originaire), Saisi.

Tous les droits que possède et peut posséder le défendeur sur l'immeuble portant le numéro Cent soixante-dix (170), de la subdivision numéro Cinq (5), du Rang Un (1) du canton Pascalis; le tout sujet à un bail emphytéotique.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Perron le SEIZIÈME jour de JANVIER 1941, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, **ANTONIO BOURBEAU**, Amos, ce 10 décembre 1940. 5625-50-2-o
[Première publication, 14 décembre 1940]

CHICOUTIMI

Fieri Facias De Bonis Et De Terris

Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } **ABBE JOSEPH C. BOURQUE**, ministre du culte, No 8453 } New Bedford, Massachusetts, demandeur; vs **LUCIEN BRASSARD**, Port Alfred, défendeur.

Contre le défendeur:

Un terrain de figure irrégulière ayant front sur l'Avenue St-Alexis, dans la ville de Port-Alfred, mesurant cinquante pieds de largeur, en mesurant à angle droit, entre les lignes latérales, formé de la partie nord du lot numéro quatre-vingt-quinze-deux cent-dix (95-210) de la dernière subdivision du lot numéro quatre-vingt-quinze (95) au cadastre officiel de la paroisse de St-Alexis, et compris dans les limites suivantes: borné en front vers l'ouest par l'Avenue St-Alexis, en arrière vers l'est par une ruelle (No 95-217), du côté nord par le lot numéro quatre-vingt-quinze-deux cent onze (95-211) et du côté sud par le résidu dudit lot numéro quatre-vingt-quinze-deux cent-dix, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Port Alfred, JEUDI, le SEIZIÈME jour du mois de JANVIER 1941, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **RENE DELISLE**, Chicoutimi, 10 décembre 1940. 5613-50-2-o
[Première publication, 14 décembre 1940]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, Electoral District of Abitibi, at Val d'Or No. 1763 } **EDGAR GROSLEAU**, hotel-keeper, of Pascalis, District of Abitibi, (plaintiff in original suit) seizing; vs **GERARD FRIGON**, of Montreal, District of Montreal, (defendant in original suit), seized.

All the rights which the defendant holds or may hold upon an immovable bearing number one hundred and seventy (170) of subdivision number five (5) of Range one (1) of the Township of Pascalis; the whole subject to an emphyteutic lease.

To be sold at the parochial church door of Perron, on the SIXTEENTH day of JANUARY 1941, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff, Amos, December 10th, 1940. 5626-50-2
[First publication, December 14th, 1940]

CHICOUTIMI

Fieri Facias De Bonis Et De Terris

Superior Court

District of Chicoutimi, } **THE REV. ABBE JOSEPH C. BOURQUE**, clergyman, No. 8453 } New Bedford, Massachusetts, plaintiff; vs **LUCIEN BRASSARD**, Port Alfred, defendant.

Against the defendant:

A lot of land of irregular figure, fronting on St-Alexis avenue, in the Town of Port-Alfred, measuring fifty feet in width, measured at right angles, between the lateral lines, composed of the North of lot number ninety five-two hundred and ten (95-210) of the last subdivision of lot number ninety five (95) of the official cadastre of the Parish of St-Alexis, and comprised within the following boundaries: on the front towards the West by St-Alexis avenue, in rear towards the East by a lane (No. 95-217), on the North side by lot number ninety five-two hundred and eleven (95-211) and on the South side by the residue of said lot number ninety five-two hundred and ten together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Town of Port Alfred, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of JANUARY, 1941, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENE DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff, Chicoutimi, December 10, 1940. 5614-50-2
[First publication, December 14th, 1940]

MONTMAGNY

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Québec.

No 41021

EMILE RUEILLAND,
entrepreneur de pompes funèbres de St-Michel, comté de Bellechasse, demandeur; vs **CHARLES VEZINA**, de St-Michel, comté de Bellechasse, défendeur.

Les lots portant les numéros cent trente-quatre et cent trente-cinq (134-135) du cadastre officiel de St-Michel, comté de Bellechasse, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Michel, comté de Bellechasse, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1941, à DEUX heures de l'après-midi. (Heure solaire).

Le Député-shérif,

Bureau du shérif, **AIME CARON**,
Montmagny, 10 déc. 1940. 5615-50-2-o
[Première publication, 14 décembre, 1940]

MONTMAGNY

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Quebec

No. 41021

EMILE RUEILLAND,
undertaker of St-Michel, county of Bellechasse, plaintiff; vs **CHARLES VEZINA**, of St-Michel, county of Bellechasse, defendant;

The lots bearing the numbers one hundred thirty-four and one hundred thirty-five (134-135) on the official cadastral plan of St-Michel, county of Bellechasse, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St-Michel, county of Bellechasse, on the FIFTEENTH day of JANUARY 1941, at TWO o'clock in the afternoon. (Standard Time).

AIME CARON,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Montmagny, Dec. 10th, 1940. 5616-50-2-o
[First publication, December 14th, 1940]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **JOSEPH LALANDE**, Demandeur; vs **ARTHUR BRIEN** dit **DUROCHER et al**, Défendeurs.

Un emplacement ayant front sur le côté est de la 14ème Avenue en la Cité de Lachine, connu et désigné sous le numéro cinq cent trente-et-un (531), des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant cinquante pieds (50) de front par cent pieds (100) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 58 et 60 de la 14ème Avenue, et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le SEIZIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$450. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Decary, en date du 4 décembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, **L. P. CAISSE**,
11 décembre 1940. 5627-50-2-o
[Première publication, 14 décembre 1940]

Fieri Facias De Terris

Cour du Recorder.—Cité de Montréal.—
District de Montréal.

Montréal, à savoir: **LA CITÉ DE MONTREAL**, demanderesse; vs **FORTUNAT THEMENS et al**, défendeurs; et **EMILE BERTHIAUME**, défendeur es-qualité.

Un lot de terre situé sur le niveau de la rue Stuart dans le quartier St-Jean de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent huit de la subdivision officielle du lot numéro six cent trente-quatre (No 634-208) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant le dit lot, vingt-cinq pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit lot de terre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIÈME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **L.-P. CAISSE**,
Montréal, 24 décembre 1940. 77-1-2-o
[Première publication, le 4 janvier 1941]

MONTREAL

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: **JOSEPH LALANDE**, plaintiff; vs **ARTHUR BRIEN** dit **DUROCHER et al**, defendants.

An emplacement fronting on the East side of 14th Avenue, in the City of Lachine, known and designated under number five hundred and thirty-one (531) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring fifty feet (50) in front by one hundred feet (100) in depth, English measure, more or less—with a house bearing civic numbers 58 and 60 of 14th Avenue and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$450. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated December 4th, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
December 11th, 1940. 5628-50-2
[First publication, December 14th, 1940]

Fieri Facias De Terris

Recorder's Court.—City of Montreal.—
District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE CITY OF MONTREAL**, plaintiff; vs **FORTUNAT THEMENS et al**, defendants; and **EMILE BERTHIAUME**, defendant es-qualité.

A lot of land situate on the level of Stuart street, in St. John's ward of the City of Montreal, known and designated under number two hundred and eight of the official subdivision of lot number six hundred and thirty four (No. 634-208) on the official plan and in the Book of reference for the parish of St. Laurent, said lot measuring twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less—with the active and passive servitudes attached to the said lot of land.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH of FEBRUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 24th, 1940. 78-1-2
[First publication, January 4th, 1941]

QUÉBEC

Pieri Facias

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITÉ DE QUÉ-**
No 3486/39. } **BEC**; contre JEAN-
BAPTISTE DUGAS, de notre cité de Québec,
dans notre district de Québec, à savoir :

Partie nord-est du lot No 3501 (trois mille cinq cent un) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, maintenant quartier St-Jean Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement contenant environ 34 pieds de front sur la rue Ste-Madeleine sur environ 50 pieds de profondeur, borné au nord-est par le lot No 3497, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif,

L. LAPIERRE.

Québec, 31 décembre 1940.

79-1-2-o

[Première publication, le 4 janvier 1941]

[Deuxième publication, le 18 janvier 1941]

QUEBEC

Pieri Facias

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUE-**
No. 3486/39. } **BEC**; against JEAN-
BAPTISTE DUGAS, of Our City of Quebec,
in Our District of Quebec, to wit :

The northeast part of lot No. 3501 (three thousand five hundred and one) on the official cadastre for St. Jean Ward, now St-Jean-Baptiste Ward, of the City of Quebec, being an emplacement measuring about 34 feet in front on Ste. Madeleine street, by about 50 feet in depth, bounded on the northeast by lot No. 3497—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, December 31st, 1940.

80-1-2

[First publication, January 4th, 1941]

[Second publication, January 18th, 1941]

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concernant la prolongation du décret relatif aux travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure.

Concerning the extension of the decree relating to Montreal Harbour workers—inland navigation.

No 4496

No. 4496

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), recommande :

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd (1940), recommends :

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38).

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38),

Que le décret numéro 805, du 8 mai 1939, relatif aux travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure—soit prolongé pour une nouvelle période de trois (3) mois, soit jusqu'au 31 mars 1941.

That Decree number 805, of the 8th of May 1939, relating to Montreal Harbour workers—inland navigation, be extended for a new period of three (3) months, that is until March 31st, 1941.

Certifié,

Certified,

A. MORISSET,

A. MORISSET,

97-o

Greffier Conseil Exécutif.

98-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concernant certaines modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec.

Concerning some modifications to the decree relating to the printing trades in Quebec District.

No 4492

No 4492.

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), expose :

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd, (1940), sets forth :

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38), une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1185, du 13 mars 1940, amendé par l'arrêté ministériel numéro

WHEREAS, pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), a request has been presented to him to the effect of modifying Decree number 1185 of the 13th of March 1940, amended by Order-in-Council number 1262 of the

1262, du 15 mars 1940, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée, sous forme d'avis, dans la *Gazette Officielle de Québec* du 23 novembre 1940;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes recommande:

Que ledit décret numéro 1185 soit amendé de la façon suivante:

1.—Le paragraphe "d" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"d. Toutefois, le travail fait au cours de la soirée du dimanche et des autres fêtes prévues au paragraphe "g" de l'article V, dans les ateliers qui impriment les journaux du matin, sera rémunéré au taux régulier de salaire pour le travail de nuit".

2.—Le premier alinéa du paragraphe "g" de l'article V est remplacé par le suivant:

"g. Travail supplémentaire:—Les heures de travail supplémentaire seront rémunérées au taux de salaire et demi par rapport aux salaires réguliers, sauf pour les districts ruraux mentionnés au paragraphe "b" de l'article VII; aucun employeur n'aura le droit d'exiger qu'un ouvrier ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire. Toutefois, l'ouvrier ne recevra qu'une rémunération basée sur son salaire régulier, pour le temps de son travail supplémentaire, s'il bénéficie d'un engagement annuel écrit lui assurant un salaire hebdomadaire égal ou supérieur au salaire hebdomadaire prévu au présent décret pour la semaine normale de travail et, s'il bénéficie en plus, de congés payés, d'une semaine de vacance payée par année, et du paiement de son salaire en cas d'absence pour cause de maladie, soit quinze jours par année."

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

101-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant certaines modifications au décret relatif au commerce en détail de Québec.

No 4491

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38), une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3265, du 6 septembre 1940, relatif au commerce en détail de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée, sous forme d'avis, dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 novembre 1940;

Attendu qu'aucune objection n'a été reçue contre son approbation;

En conséquence, l'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes recommande:

Que lesdites modifications soient apportées au décret numéro 3265, comme suit:

1.—Le paragraphe "dd" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "d" de l'article III:

15th of March 1940, relating to the printing trades in Quebec District, in the following manner;

WHEREAS the said request has been published, under the form of notice, in the *Quebec Official Gazette* of the 23rd of November 1940;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

CONSEQUENTLY, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries recommends:

That the said decree number 1185 be amended as follows:

1.—The following is substituted to subsection "d" of Section IV:

"d. However, work performed on Sunday evenings and other holiday evenings stipulated in subsection "g" of Section V, in shops publishing morning papers, shall be remunerated according to the regular rate of wages for night work."

2.—The first paragraph of subsection "g" of Section V is replaced by the following:

"g. Overtime work:—The overtime working hours shall be paid time and one half with regard to the regular rates, except for rural districts mentioned in subsection "b" of Section VII; no employer shall have the right to exact than an employee have worked a complete day or week of labour to pay him the overtime rate. However, for overtime work, the worker shall be paid on the basis of his regular rate in the case of an annual written employment contract with his employer by which he is assured of weekly wages equal to or higher than the weekly rate established by the decree for the normal week of labour and, moreover, if he is entitled to paid holidays, an annual vacation of one week with pay, and to the payment of his wages in the case of absence on account of sickness, namely fifteen days per year."

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

102-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concerning some modifications to the decree relating to the retail trade of Québec.

No. 4491

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd, (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38), a request has been presented to him to the effect of modifying Decree number 3265 of the 6th of September 1940, relating to the retail trade of Québec, in the following manner;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of the 23rd of November 1940;

Whereas no objection has been received against its approval;

Consequently, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries recommends:

That the said modifications be brought to Decree number 3265, in the following manner:

1.—The following subsection "dd" is added to subsection "d" of Section III:

"*dd.* Pendant la période des fêtes, soit du 20 au 31 décembre inclusivement, l'employé régulier ne pourra réclamer aucun salaire pour travail additionnel supplémentaire."

2.—Le paragraphe "*aa*" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "*a*" de l'article IV:

"*aa.* Chef étalagiste. \$ 30.00".

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

87-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant la prolongation du décret relatif à la fabrication des sacs de coton et de jute dans l'île de Montréal.

No. 4495

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38),

Que le décret numéro 557, du 29 mars 1939, et ses amendements, relatif à la fabrication des sacs de coton et de jute dans l'île de Montréal, publié dans la *Gazette officielle de Québec* au premier avril 1939, soit prolongé pour une période d'une année, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1941.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

89-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant certaines modifications au décret relatif à l'industrie des tanneries dans la province.

No. 4493

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38), une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des tanneries dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février 1940, à l'effet d'apporter certaines modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 novembre 1940;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

En conséquence, l'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes recommande:

Que les modifications suivantes soient apportées audit décret numéro 523:

1.—L'article I est remplacé par le suivant:

"I—*Jurisdiction professionnelle*: Le présent décret régit, à l'exception des employés de bureau, tous les salariés employés dans les établissements

"*dd.* During the holiday period, namely from December 20th to the 31st inclusive, the regular employee shall not be entitled to any remuneration for additional overtime work."

2.—The following subsection "*aa*" is added to subsection "*a*" of Section IV:

"*aa.* Chief displayer. \$ 30.00".

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

88-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concerning the extension of the decree relating to the manufacture of Textile and Jute bags in the Island of Montreal.

No. 4495

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38),

That decree number 557 of the 29th of March 1939 and its amendments, relating to the manufacture of textile and jute bags in the Island of Montreal, published in the *Quebec Official Gazette* of April 1st, 1939, be extended for a period of one year, that is until December 31st 1941.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

90-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concerning some modifications to the decree relating to the tanning industry in the Province.

No. 4493

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38), a request has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the tanning industry in the Province, rendered obligatory by Decree number 523 of the 5th of February 1940, to the effect of modifying the said decree in the following manner:

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of the 23rd of November 1940;

Whereas no objection has been made against the said request;

Consequently, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries recommends:

That the said Decree number 523 be modified as follows:

1.—Section I is replaced by the following:

"I—*Professional jurisdiction*: The present decree governs, with the exception of office employees, all wage earners employed in the estab-

situés dans la province de Québec, où se fait l'une des opérations suivantes:

- a) le tannage des peaux;
- b) le corroyage du cuir;
- c) tout ouvrage similaire ou connexe,

et cela, quel que soit le genre de travail, le procédé employé ou la nature ou qualité des produits ouvrés.

2.—L'article Va suivant est ajouté à la suite de l'article V:

"Va. Dispositions particulières: i. Aucun salarié prenant la place ou exécutant temporairement le travail d'un autre salarié ne recevra une rémunération inférieure à celle du salarié ainsi remplacé;

ii. Tout salarié travaillant à la pièce ne pourra être forcé de travailler à l'heure, tel changement étant nul et de nul effet s'il provoque une réduction de salaire."

Certifié,

A. MORISSET,

93-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant la prolongation du décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

No 4494

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38),

Que le décret numéro 219, du 9 février 1938, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 février 1938, et subséquentement amendé par l'arrêté ministériel numéro 2043, du 13 septembre 1939, soit prolongé pour une période de trois (3) mois, à compter du 31 décembre 1940, ou, si un nouveau décret est ratifié pour le remplacer avant l'expiration de cette période, jusqu'à la date de la mise en vigueur dudit décret.

Certifié,

A. MORISSET,

91-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant l'addition d'une partie contractante à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est.

No 4490

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38),

Que "Le Syndicat catholique national des métiers de la construction de Victoriaville, Inc.", soit traité comme partie contractante à la con-

lishments located in the Province of Quebec, in which one of the following operations is carried on:

- a) hide tanning;
- b) leather currying;
- c) any similar or related work,

irrespective of the kind of work, the manufacturing process or the nature or quality of the products worked on."

2.—The following Section Va is added to Section V:

"Va. Particular provisions: i. No wage earner, replacing or temporarily carrying on the work of another wage earner, shall receive a remuneration lower than the one of the wage earner so replaced.

ii. Any wage earner doing piece work shall not be compelled to work on an hourly basis, such change being void and of null effect if it causes a reduction of wages."

Certifié,

A. MORISSET,

94-o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant Governor on December 24th, 1940.

Concerning the extension of the decree relating to the printing industry in the Montreal District

No. 4494

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38),

That decree No. 219 of the 9th of February 1938, relating to the printing industry in the Montreal District, published in the *Quebec Official Gazette* of the 12th of February 1938, and subsequently amended by Order-in-Council No. 2043 of the 13th of September 1939, be extended for a period of three (3) months, from December 31st, 1940, or, if a new decree is ratified to replace it before the expiration of such period, until the date of enforcement of said decree.

Certifié,

A. MORISSET,

92-o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concerning the addition of a contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the Eastern Township District.

No. 4490

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 10 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38),

That "Le Syndicat catholique national des métiers de la construction de Victoriaville, Inc." be treated as contracting party to the collective

vention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 692, du 7 mai 1938, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 14 mai 1938, et subséquemment amendé par les arrêtés numéros 1845, 2015, 865, 2040, 2213, 1088, 1871 et 2246, des 10 et 28 septembre 1938, 26 mai, 13 et 29 septembre 1939, 7 mars, 7 mai et 5 juin 1940.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

95-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant la prolongation du décret relatif aux vérificateurs du port de Québec.

No 4497.

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du vingt-trois décembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38),

Que le décret numéro 2144, du 21 septembre 1939, relatif aux vérificateurs du port de Québec, soit prolongé pour une période de deux (2) mois, à compter du 31 décembre 1940.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

59-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 23 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 24 décembre 1940.

Concernant le paiement de la somme de \$400.00 par mille carré pour les permis spéciaux d'exploitation dans les forêts de la Couronne.

No 4463.

L'honorable ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries, dans un mémoire en date du 23 décembre (1940), a l'honneur d'exposer:—

Que depuis quelque temps, parmi les conditions imposées à ceux qui obtiennent un permis de coupe en vertu de l'article 99b, chapitre 44 de la Loi concernant les terres et les forêts publiques, il en est une qui consiste à faire payer par le permissionnaire la somme de \$400.00 par mille carré de forêt parcouru par les coupes autorisées.

Qu'il importe d'ajouter cette obligation à celles incorporées dans l'arrêté ministériel No 1961 de juillet 1936;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries recommande que les permis de coupe spéciaux émis en vertu de l'article 99b, chapitre 44 de la Loi des terres et forêts, comporte en plus des conditions imposées par l'arrêté ministériel No 1961, de juillet 1936, l'obligation pour le permissionnaire de payer, à titre de rente foncière, la somme de \$400.00 du mille carré pour les surfaces parcourues au cours de son permis d'exploitation.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

51-o

labour agreement relating to the building trades in the Eastern Township District, rendered obligatory by Decree number 692 of the 7th of May 1938, published in the *Quebec Official Gazette* of the 14th of May 1938, and subsequently amended by Orders number 1845, 2015, 865, 2040, 2213, 1088, 1871 and 2246, of the 10th and 28th of September 1938, 26th of May, 13th and 29th of September 1939, 7th of March, 7th of May and 5th of June 1940.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

96-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 23rd, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 24th, 1940.

Concerning the extension of Decree relating to the checkers of the Port of Québec.

No. 4497

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 23rd (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4, George VI, chapter 38),

That Decree number 2144 of the 21st of September 1939, relating to the checkers of the Port of Québec, be extended for a period of two (2) months, from December 31st, 1940.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

60-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 23rd December 1940, approved by the Lieutenant-Governor on the 24th December, 1940.

Concerning the payment of the sum of \$400.00 per square mile for special operating licenses in Crown Lands.

No. 4463.

The Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries, in a memorandum dated the 23rd of December, 1940, has the honour to set forth:—

That for some time, among the conditions imposed on those securing a license to cut timber under the provisions of article 99b, chapter 44 of the Act respecting Public Lands and Forests, one was that of having the licensee pay the sum of \$400.00 per square mile of forest traversed by the authorized cuts.

That it is expedient to add this obligation to those incorporated in the Order in Council No. 1961 of July, 1936;

THEREFORE, the Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries recommends that the special permits to cut timber issued under article 99b, chapter 44 of the Lands and Forests Act, shall include, in addition to the conditions imposed by the Order in Council No. 1961, of July, 1936, the obligation on the part of the licensee to pay, as ground rent, the sum of \$400.00 per square mile of surface traversed in the course of his operation permit.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

52

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes de la province de Québec, donne avis par les présentes, que l'ordonnance numéro 4-b de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvée par l'arrêté ministériel numéro 4483 du 24 décembre 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance no 4-b

Amendement à l'ordonnance no 4 (Ordonnance générale)

L'article 14 est amendé de façon que

1. Le deuxième paragraphe se lise comme suit:

"Zone I: (a) La ville et l'île de Montréal.

(b) La cité de Longueuil et de St-Lambert et les villes de Laprairie et de Laval-des-Rapides".

2. Que le quatrième paragraphe se lise comme suit:

"Zone III: Les municipalités (autres que celles des zones I et II) d'une population de 2,000 à 10,000 âmes, ainsi que la ville de Terrebonne".

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*, après approbation par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1941.

Fait et daté à Québec, le 12 décembre 1940.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " C.-H. CHEASLEY,
" J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

Copie conforme.

Le secrétaire,
J.-A.-V. AUGER.

61-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes de la province de Québec, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 6-b de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvée par l'arrêté ministériel numéro 4484 du 24 décembre 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 6-b

Mécaniciens de machines fixes

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi 4 George VI, ch. 39,

Ordonne et décrète par la présente ordonnance (No 6-b), ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance No 6:* L'ordonnance No 6 concernant les mécaniciens de machines fixes, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil, le 29 avril 1938, renouvelée de temps à autre, est renouvelée pour une période de trois mois à compter du 15 janvier 1941.

2. *Durée:* La présente ordonnance No 6-b entrera en vigueur le jour de sa publication dans la

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance number 4-b of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by Order-in-Council number 4483 of the 24th of December 1940.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4-b

Amending Ordinance No. 4 (General Ordinance)

Article 14 is amended:

1. the second paragraph shall read as follows:

"Zone I: (a) The City and Island of Montreal;

(b) The City of Longueuil and St. Lambert and the towns of Laprairie and Laval-des-Rapides".

2. the fourth paragraph shall read as follows:

"Zone III: Municipalities (except those of Zones I and II) of a population of 2,000 to 10,000 souls, and also the City of Terrebonne".

The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*, after approval by the Lieutenant-Governor in Council, and shall remain in force until March 31, 1941.

Passed and dated at Quebec, on December 12, 1940.

(Signed) FERDINAND ROY, chairman,
" GUS. FRANCO, vice-president,
" C. H. CHEASLEY,
" J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN, Members.

True copy,

J. A. V. AUGER,
Secretary.

62-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance number 6-b of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by Order-in-Council number 4484 of the 24th of December 1940.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 6-b

Stationary Enginemen

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Act 4 George VI, ch. 39,

Orders and decrees by the present Ordinance (No. 6-b), as follows:

1. *Prolongation or Ordinance No. 6:* Ordinance No. 6 concerning stationary enginemen, approved by the Lieutenant-Governor in Council, on April 29, 1938, and renewed from time to time, is again renewed for a period of three months starting January 15, 1941.

2. *Duration:* The present Ordinance No. 6-b shall come into force on the day of its publication

Gazette officielle et le demeurera jusqu'au 15 avril 1941.

Fait à Québec, ce douzième jour du mois de décembre mil neuf cent quarante.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " C.-H. CHEASLEY,
" J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

Copie conforme,
Le secrétaire,
J.-A.-V. AUGER.

63-o

in the *Official Gazette* and shall remain in force until April 15, 1941.

Passed and dated at Quebec this twelfth day of the month of December in the year one thousand nine hundred and forty.

(Signed): FERDINAND ROY, Chairman,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" C. H. CHEASLEY,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN, Members.

True copy,
J. A. V. AUGER,
Secretary.

64-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

Le Comité paritaire des Boulangers et Distributeurs de Pain des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 305 du 18 février 1938, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 4488, ratifié par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 24 décembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1941 au 1er janvier 1942; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels visés par le décret verseront au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paie.

b) Les artisans devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$18.00 par semaine.

c) Les salariés visés par le décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel, de même que l'artisan, devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à toutes les quatre semaines.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité se réserve le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration du rapport.

Le comité paritaire, sur réception de ce rapport, en fera la vérification et débitera ou créditera le

The Parity Committee of Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, established under Decree number 305 of the 18th of February 1938, has been authorized by by-law approved by Order-in-Council No. 4488, ratified by the Lieutenant-Governor-in-Council on the 24th of December 1940, the whole, in accordance with the provisions of subsection "i" of Section 20 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from January 1st 1941 to January 1st 1942 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay lists.

b) The artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the lowest paid journeyman, that is \$18.00 per week.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers and the artisans with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer, as well as the artisan, shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every four weeks.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every employee, professional employer and artisan shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when it shall deem such an action advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the report.

The Parity Committee, upon receipt of this report, shall have same verified and shall debit

compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant réellement dû.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire devra présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars 1941, 30 juin 1941, 30 septembre 1941 et 31 décembre 1941.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district pour la période comprise entre le 1er janvier 1941 et le 1er janvier 1942.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BOULANGERS ET DISTRIBUTEURS DE PAIN DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1941 et le 1er janvier 1942.

Recettes:

Cotisation des employeurs	\$ 325 00
" " artisans	20 00
" " employés	325 00
Recettes diverses: honoraires d'examens	30 00
	\$ 700 00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	48 00
Frais de déplacement du prés. et des membres	140 00
Inspecteurs, salaires et frais de déplacement	300 00
Loyer de bureaux et téléphone	96 00
Frais légaux	50 00
Vérification de livres	16 00
Papeterie	25 00
Dépenses de voyage, ameublement et divers	25 00
	\$ 700 00

Département du Travail des Mines
et des Pêcheries Maritimes,
Québec, 4 janvier 1941. 103-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 522 du 5 février 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 4489, ratifié par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 24 décembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1941 au 1er janvier 1942; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels visés par le décret verseront au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.45 de l'heure.

or credit the account of the interested party if the sums sent in are less or more than the amount actually due.

3. Financial report

According to the terms of Section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Department of Labour, on the following dates: March 31st, 1941, June 30th, 1941, September 30th, 1941 and December 31st, 1941.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District for the period comprised between January 1st 1941 and January 1st 1942 is hereto annexed.

THE JOINT COMMITTEE OF BAKERS AND BREAD DISTRIBUTORS OF THREE RIVERS AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st 1941 and January 1st 1942.

Receipts:

Employers assessments	\$ 325 00
Artisans	20 00
Employees	325 00
Miscellaneous: Examination fees	30 00
	\$ 700 00

Expenses:

Wages of the Secretary	48 00
Travelling expenses of the chairman and members	140 00
Inspectors, wages and travelling expenses	300 00
Office rent and telephone	96 00
Legal fees	50 00
Book auditing	16 00
Stationery	25 00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous	25 00
	\$ 700 00

Department of Labour, Mines
and Maritime Fisheries,
Quebec, January 4th, 1941. 104-o

NOTICE OF LEVY

The Parity Committee of Plumbers of Three-Rivers District, established under Decree number 522 of the 5th of February 1940, has been authorized by by-law approved by Order-in-Council number 4489, ratified by the Lieutenant-Governor-in-Council on the 24th of December 1940, the whole, in accordance with the provisions of subsection "i" of Section 20 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from January 1st 1941 to January 1st 1942 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay lists.

b) The artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the lowest paid journeyman, that is \$0.45 per hour.

c) Les salariés visés par le décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de Perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel, de même que l'artisan, devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à toutes les quatre semaines.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité se réserve le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration du rapport.

Le comité paritaire, sur réception de ce rapport, en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant réellement dû.

3. Rapport Financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire devra présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars 1941, 30 juin 1941, 30 septembre 1941 et 31 décembre 1941.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières et district pour la période comprise entre le 1er janvier 1941 et le 1er janvier 1942.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1941 et le 1er janvier 1942.

Recettes:

Cotisation des employeurs	\$ 581 50
Cotisation des artisans	37 00
Cotisation des employés	581 50
	\$ 1,200 00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	\$ 36 00
Frais de déplacement du prés. et des membres	180 00
Inspecteurs, salaires et frais de déplacement	520 00
Loyer de bureaux et téléphone	144 00
Frais légaux	100 00
Vérification de livres	20 00
Patenterie	50 00
Dépenses de voyage, ameublement et divers	150 00
	\$ 1,200 00

Département du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, Québec, 4 janvier 1941.

105-o

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers and the artisans with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer, as well as the artisan, shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every four weeks.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every employee, professional employer and artisan shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports when it shall deem such an action advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the report.

The Parity Committee, upon receipt of this report shall have same verified and shall debit or credit the account of the interested party if the sums sent in are less or more than the amount actually due.

3. Financial Report

According to the terms of Section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Department of Labour, on the following dates: March 31st, 1941, June 30th, 1941, September 30th, 1941 and December 31st, 1941.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of Plumbers of Three Rivers District for the period comprised between January 1st 1941 and January 1st 1942 is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PLUMBERS OF THREE RIVERS DISTRICT

Estimate of the Receipts and Disbursements for the period comprised between January 1st 1941 and January 1st 1942.

Receipts.

Employers' assessments	\$ 581 50
Artisans' assessments	37 00
Employees' assessments	581 50
	\$1,200 00

Expenses.

Wages of the Secretary	\$ 36 00
Travelling expenses of the chairman and members	180 00
Inspectors, wages and travelling expenses	520 00
Office rent and telephone	144 00
Legal fees	100 00
Book auditing	20 00
Stationery	50 00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous	150 00
	\$1,200 00

Department of Labour, Mines and Maritime Fisheries, Québec, January 4th, 1941.

106-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes, après avoir consulté le comité conjoint des métiers de la construction de Montréal chargé de l'application du décret numéro 2522 du 28 juin 1940 et ses amendements, que les modifications suivantes seront apportées audit décret:

Tous les articles et paragraphes ci-après mentionnés, concernant des dispositions relatives aux "préposés à l'entretien", sont abrogés.

1. Section "A":

Paragraphe "b" de l'article II—Articles XVII, XVIII, XIX et XX.

2. Section "B":

Paragraphe "d" de l'article XXIII,—les mots "préposés à l'entretien—\$1,500.00 par année" mentionnés à l'article XXV, et Article XXXIII.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-Ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines

et des Pêcheries maritimes,

Québec, ce 4 janvier 1941.

67-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district autorisé par l'arrêté ministériel numéro 3320 du 11 septembre 1940, a été prolongé pour une période de trois (3) mois à partir du 31 décembre 1940, par l'arrêté ministériel numéro 4486 du 24 décembre 1940.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines et des

Pêcheries maritimes,

Québec, ce 4 janvier 1941.

65-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité conjoint de l'Industrie de la Boulangerie (district de Montréal), établi en exécution du décret numéro 2011 du 9 septembre 1939, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 4487, ratifié par le Lieutenant-gouverneur en Conseil le 24 décembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1941 au 31 décembre 1941; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels visés par le décret verseront audit comité une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les salariés visés par le décret devront verser au comité une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice, after having consulted the Building Trades Joint Committee of Montreal charged with the enforcement of Decree number 2522 of the 28th of June 1940 and its amendments, that the following modifications shall be brought to the said decree:

The hereinafter mentioned sections and subsections, concerning the provisions relating to "maintenance men", are repealed.

1. Part "A":

Subsection "b" of Section II—Sections XVII, XVIII, XIX and XX.

2. Part "B":

Subsection "d" of Section XXIII,—the words "maintenance men—\$1,500.00 per year" mentioned in Section XXV, and Section XXXIII.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and

Maritime Fisheries,

Quebec, January 4th, 1941.

68-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice that the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, authorized by Order-in-Council No. 3320 of the 11th of September 1940, has been extended for a period of three (3) months from December 31st 1940, by Order-in-Council No. 4486 of the 24th of December 1940.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and

Maritime Fisheries,

Quebec, January 4th, 1941.

66-o

NOTICE OF LEVY

The Joint Committee of the Baking Industry of the District of Montreal, established under Decree number 2011 of the 9th of September 1939, has been authorized by by-law approved by Order-in-Council No. 4487, ratified by the Lieutenant-Governor in Council on the 24th of December 1940, the whole, in accordance with the provisions of subsection "i" of Section 20 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), to levy assessments upon professional employers and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Levy

The period of levy shall extend from January 1st, 1941, to December 31st, 1941; such levy shall apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay the said committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay lists.

b) The employees governed by the decree shall pay the committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, ledit comité mettra à la disposition des employeurs professionnels des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, ainsi que les sommes versées au comité. L'employeur professionnel devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité à toutes les quatre semaines.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les prélèvements dus par ses employés audit comité et en faire remise au comité en même temps que ses propres prélèvements.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel devra être signé avant d'être adressé au comité, lequel se réserve le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé audit comité le ou avant le 10 de chaque mois.

Ledit comité, sur réception de ce rapport en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant réellement dû.

Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité devra présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1941.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'Industrie de la Boulangerie (district de Montréal), pour la période comprise entre le 1er janvier 1941 et le 31 décembre 1941.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE DU DISTRICT DE MONTRÉAL

du 1er janvier 1941 au 31 décembre 1941

Revenus:

Liste de paie (12 mois)	\$2,038,000.00
Cotisation des employeurs ($\frac{1}{2}$ de 1%)	10,190 00
Cotisation des employés ($\frac{1}{2}$ de 1%)	10,190 00
	\$20,380 00

Dépenses:

Assurances	350 00
Frais légaux	1,000 00
Loyer du bureau	480 00
Auditeurs	300 00
Papeterie	400 00
Salaires:	
Secrétaires	5,000 00
Inspecteurs	7,300 00
Sténographe	1,300 00
Syndicat (allocations)	1,200 00
Timbres	300 00
Téléphone	250 00
Dépenses générales, taxes, dépenses des délégués et des membres du comité	2,500 00
	\$20,380 00

Département du Travail, des Mines et
des Pêcheries maritimes,
Québec, ce 4 janvier 1941.

107-o

Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the said committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums remitted to the committee. The professional employer shall see to it that these reports be filled and returned to the committee every four weeks.

The professional employer shall retain at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed by his employees to the said committee and shall remit same to the committee together with his own assessments.

The report of each employee and of the professional employer shall be signed before it be sent to the committee; the latter shall have the right to exact sworn reports when it shall deem such an action advisable.

The report together with the assessments shall be sent to the said committee on or before the 10th of each month.

The said committee, upon receipt of this report shall verify it and debit or credit the account of the interested party if the sums sent in are less or more than the amount actually due.

Financial Report

According to the terms of section 21 of the Collective Agreement Act, the committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Department of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st, 1941.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Baking Industry (Montreal District) for the period between January 1st, 1941 and December 31st, 1941, is hereto annexed.

ESTIMATE OF THE PROBABLE RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF THE JOINT COMMITTEE OF THE BAKING INDUSTRY-MONTREAL DISTRICT

as from January 1st, 1941, to December 31st, 1941.

Revenues:

Pay list (12 months)	\$2,038,000.00
Employers' assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$ 10,190.00
Employees' assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%)	10,190.00
	\$ 20,380.00

Expenses:

Insurance	\$ 350.00
Legal fees	1,000.00
Office rent	480.00
Auditors	300.00
Stationery	400.00
Salaries:	
Secretaries	5,000.00
Inspectors	7,300.00
Stenographer	1,300.00
Syndicate (allowances)	1,200.00
Stamps	300.00
Telephone	250.00
General expenses, taxes, expenses of delegates and of committee's members	2,500.00
	\$ 20,380.00

Department of Labour, Mines
and Maritime Fisheries,
Québec, January 4th, 1941.

108-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 1

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

AVIS AUX INTÉRESSÉS:—

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Baril vs Martel 24

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

4491—Commerce en détail de Québec
(Modifications) 38
4463—Concernant le paiement de la somme
de \$400.00 par mille carré pour les permis
spéciaux d'exploitation dans les forêts de
la couronne 41
4495—Fabrication des sacs de coton et de
jute dans l'Île de Montréal 39
4494—Industrie de l'imprimerie dans le dis-
trict de Montréal 40
4493—Industrie des tanneries dans la Pro-
vince (Modifications) 39
4492—Métiers de l'imprimerie dans la région
de Québec (Modifications) 37
4490—Métiers du bâtiment dans le district
des Cantons de l'Est 40
4496—Travailleurs du Port de Montréal—
navigation intérieure 37
4497—Vérificateurs du port de Québec 41

ASSURANCES:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre
le feu de la paroisse de St-Edmond de
Coaticook 25
Quebec Seamen's Institute 25

AVIS DIVERS:—

Farnham, ville de 25
Harmonie Calixa Lavallée de Sorel Incor-
porée 26
La Corporation des Bijoutiers de la Cité de
Québec 26
L'Assistance Fraternelle 26
Vantage Mines (Quebec) Limited 26

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privées 26

CHARTES—ABANDON DE:—

A. Janin Building Company, Limited 27
Dorius Ménard Limitée 28
La Ferronnerie Angers Ltée 27
L. Corriveau, Inc. 27
Paray Gowns Limitée 28
St. Maurice Airways Limited 27
Vantage Mines (Quebec) Limited 28

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:—

Ordonnance No 4-B 42
Ordonnance No 6-B 42

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Alexopoulos, George Anthony 17
Charbonneau, Néopol et al. 22
Chicoutimi, cité de 22
Cohen, Louis et al. 15
Collège d'Amos 16

1 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:—

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Baril vs Martel 24

ORDERS-IN-COUNCIL:—

4491—Retail trade of Quebec (Modifica-
tions) 38
4463—Concerning the payment of the sum
of \$400.00 per square mile for special
operating licenses in Crown Lands 41
4495—Manufacture of textile and jute bags
in the Island of Montreal 39
4494—Printing industry in the district of
Montreal 40
4493—Tanning industry in the Province
(Modifications) 39
4492—Printing trades in the district of
Quebec (Modifications) 37
4490—Building trades in the Eastern Town-
ships District 40
4496—Montreal Harbour workers—inland
navigation 37
4497—Checkers of the Port of Quebec 41

INSURANCES:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre
le feu de la paroisse de St-Edmond de
Coaticook 25
Quebec Seamen's Institute 25

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Farnham, town of 25
Harmonie Calixa Lavallée de Sorel Incor-
porée 26
City of Quebec Jewellers' Corporation 26
L'Assistance Fraternelle 26
Vantage Mines (Quebec) Limited 26

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills 26

CHARTERS—SURRENDER OF:—

A. Janin Building Company, Limited 27
Dorius Ménard Limitée 28
The Angers Hardware Ltd 27
L. Corriveau, Inc. 27
Paray Gowns Limitée 28
St. Maurice Airways Limited 27
Vantage Mines (Quebec) Limited 28

MINIMUM WAGE COMMISSION:—

Ordinance No. 4-B 42
Ordinance No. 6-B 42

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Alexopoulos, George Anthony 17
Charbonneau, Néopol et al. 22
Chicoutimi, city of 22
Cohen, Louis et al. 15
Collège d'Amos 16

Commissaires d'écoles à St-Pierre-aux-Liens.....	17	School Commissioners of St-Pierre-aux-Liens.....	17
Grand'Mère, cité de <i>et al.</i>	19	Grand'Mère, city of <i>et al.</i>	19
Lachine, cité de.....	20	Lachine, city of.....	20
La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières.....	16	The Alma & Jonquières Railway Company.....	16
La Compagnie du Chemin de Fer Roberval-Saguenay.....	17	The Roberval and Saguenay Railway Company.....	17
L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec, Inc.....	19	Quebec Chiropractic Association Inc.....	19
L'Association des Comptables Industriels.....	23	Society of Cost and Industrial Accountants.....	23
Les Cleres paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur.....	23	Les Cleres paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur.....	23
Longueuil, cité de.....	19	Longueuil, city of.....	19
Louiseville, ville de.....	21	Louiseville, town of.....	21
Maniwaki, village de.....	16	Maniwaki, village of.....	16
Montebello, village de <i>et al.</i>	23	Montebello, village of <i>et al.</i>	23
Montréal, cité de.....	17	Montreal, city of.....	17
Notre-Dame du Mont-Carmel, paroisse de <i>et al.</i>	20	Notre-Dame du Mont-Carmel, parish of <i>et al.</i>	20
Pesant, Didier-Alphonse <i>et al.</i>	23	Pesant, Didier-Alphonse <i>et al.</i>	23
Richmond, ville de.....	20	Richmond, town of.....	20
Saguenay Terminals Limited.....	18	Saguenay Terminals Limited.....	18
St-Etienne des Grès, paroisse de <i>et al.</i>	20	St-Etienne des Grès, parish of <i>et al.</i>	20
St. Nicolas Russian Orthodox Church.....	24	St. Nicolas Russian Orthodox Church.....	24
Succession de Dame A.-C. Aubert de Gaspé.....	22	Estate of Dame A.-C. Aubert de Gaspé.....	22
Succession James McCready.....	24	Estate of James McCready.....	24
Succession de Dame E. M. Wurtele ou Lindsay.....	21	Estate of Dame E. M. Wurtele or Lindsay.....	21
Succession J.-N. Perrault.....	16	Estate of J.-N. Perrault.....	16
Trois-Rivières, cité de.....	22	Trois-Rivières, city of.....	22
Val d'Or, ville de.....	18	Val d'Or, town of.....	18

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

L'Enfant-Jésus-de-Tourelle, munic. scolaire 28	L'Enfant-Jésus-de-Tourelle, school munic. 28
--	--

EXAMENS DU BARREAU:—

BAR EXAMINATIONS:—

Bas Saint-Laurent: pratique du droit.....	30	Lower Saint Lawrence: practice of the law.....	30
Hull: pratique du droit.....	30	Hull: practice of the law.....	30
Montréal: étude du droit.....	30	Montreal: study of the law.....	30
Montréal: pratique du droit.....	29	Montreal: practice of the law.....	29
Québec: étude du droit.....	30	Quebec: study of the law.....	30
Québec: pratique du droit.....	31	Quebec: practice of the law.....	31
Richelieu: étude du droit.....	29	Richelieu: study of the law.....	29
Richelieu: pratique du droit.....	29	Richelieu: practice of the law.....	29

LETTERS PATENT:—

LETTERS PATENT:—

Modern Home Construction Company Ltd 2	Modern Home Construction Company Ltd 2
Permanent Securities Limited..... 3	Permanent Securities Limited..... 3

LETTERS PATENT SUPPLÉMENTAIRES:—

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Algoma Galena Company Limited..... 3	Algoma Galena Company Limited..... 3
McNulty, Brouillette Limitée..... 4	McNulty, Brouillette Limitée..... 4
Montreal Baseball Club Incorporated..... 4	Montreal Baseball Club Incorporated..... 4
Textile Sales Limited..... 4	Textile Sales Limited..... 4

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district..... 43	Parity committee of bakers and bread distributors of Trois-Rivières and district..... 43
Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district..... 44	Parity committee of plumbers of Trois-Rivières and district..... 44
Fabriciers de la boulangerie, district de Montréal..... 46	Baking industry, district of Montreal..... 46
Industrie de l'imprimerie de Montréal et du district..... 46	Printing industry of Montreal and District..... 46
Métiers de la construction de Montréal..... 46	Building trades in Montreal..... 46

MINUTES DE NOTAIRES:—

NOTARIAL MINUTES:—

Biron, Edouard, en faveur de..... 31	Biron, Edouard, in favour of..... 31
--------------------------------------	--------------------------------------

Durand, Jean.....	31	Durand, Jean.....	31
Leduc, Joseph-Médard, en faveur de.....	31	Leduc, Joseph-Médard, in favour of.....	31
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	32	Convocation of the Legislature for the despatch of the business.....	32
La Patrie, village de.....	32	La Patrie, village of.....	32
Territoire annexé à la municipalité du village d'Almaville.....	33	Territory annexed to the municipality of the village of Almaville.....	33
VENTES POUR TAXES:—		SALES FOR TAXES:—	
Montréal-Nord, ville de.....	10	Montreal-North, town of.....	10
Pointe-aux-Trembles, ville de.....	8	Pointe-aux-Trembles, town of.....	8
Saint-Michel, ville de.....	6	Saint-Michel, town of.....	6
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
Grosseau vs Frigon.....	35	Grosseau vs Frigon.....	35
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Bourque vs Brassard.....	35	Bourque vs Brassard.....	35
MONTMAGNY:—		MONTMAGNY:—	
Ruelland vs Vézina.....	36	Ruelland vs Vézina.....	36
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
Cité de Montréal vs Themens <i>et al</i>	36	City of Montreal, vs Themens <i>et al</i>	36
Lalande vs Durocher <i>et al</i>	36	Lalande vs Durocher <i>et al</i>	36
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Cité de Québec vs Dugas.....	37	City of Quebec vs Dugas.....	37